

**correspondance
de presse
internationale**

INPRECOR

ESPAGNE / VERS LA GREVE GENERALE REVOLU/ TIONNAIRE!



SOMMAIRE

DOSSIER ESPAGNE : LA "JUNTE DEMOCRATIQUE" ° LES LUTTES OUVRIERES DU BAIX LLOBREGAT ° LEVER LE DRAPEAU DU PROLETARIAT, Document de la LCR-ETA (VI)
° LA SORTIE DE NIXON ° AFRIQUE : LES BOMBES A RETARDEMENT DE SPINOLA, C. Gabriel ° PORTUGAL : DECLARATION DE LA LCI ° IRLANDE : LE NOUVEAU TOURNANT, James Conway ° JAPON : INTERVIEW DE Y. Sakai ; APRES LES ELECTIONS ° JAMES P. CANNON : FONDATEUR DU TROTSKYSME AMERICAIN

N° 7

5 Septembre 1974

F. F. 2. 50 F. B. 30 F. S. 2. 50



JAMES P. CANNON

FONDATEUR DU

TROTSKYSME AMERICAIN

James P. Cannon, fondateur du Trotskysme américain et dirigeant pendant 30 années du Socialist Workers Party (Parti Socialiste des Travailleurs - SWP - organisation trotskyste américaine, empêchée par la loi réactionnaire d'appartenir à la Quatrième Internationale) est mort à Los Angeles le 21 août dernier à l'âge de 84 ans. Il avait passé 64 ans de sa vie active à luter pour la révolution socialiste.

Cela représenterait déjà un fait d'une grande valeur. Mais Cannon fut également un dirigeant, qui travailla dans des conditions loin d'être favorables et qui garda toujours confiance dans la victoire des idées marxistes.

Cannon était originaire du centre des Etats-Unis, de la ville de Rosedale, dans le Kansas. Il naquit en 1890. Son père avait milité dans le premier mouvement socialist américain, et Cannon resta fidèle à ses idées. En 1911, il entra dans les Industrial Workers of the World (IWW) l'organisation de lutte de classes la plus militante qui existait alors aux Etats-Unis, qui fut un terrain d'entraînement pour beaucoup des futurs dirigeants du communisme américain. Il travailla comme organisateur itinérant des IWW et, plus tard, sous l'impact de la révolution russe, il devint membre de la tendance de gauche du Socialist Party (Parti Socialiste). Au printemps 1919, il participa à la Conférence nationale de la fraction de gauche du PS et fut par la suite un des fondateurs du Communist Labor Party (Parti Travailleur Communiste) -- un des deux groupes en faveur de la Troisième Internationale -- issus de la tendance de gauche du PS. Il devint membre du Comité National du Parti en 1920 et fut un des dirigeants qui aida l'organisation à traverser les années d'existence clandestine durant les raids de Palmer (principal dirigeant de la campagne anti-communiste qui

se déclencha aux Etats-Unis après la victoire de la révolution d'Octobre). En 1922 il fut délégué au 4ème Congrès de l'Internationale Communiste où il rencontra de nombreux dirigeants de la révolution russe et obtint leur soutien dans sa lutte pour que le Parti américain ait une existence légale dès que la situation politique commença à changer. Il resta dans la direction du Parti communiste jusqu'à son expulsion en 1928. Pendant cette période il participa à la construction de l'International Labor Defense, organisation formée pour la défense des militants ouvriers emprisonnés, notamment Sacco et Vanzetti.

Les deux groupes favorables à la IIIème Internationale issus de la tendance de gauche du PS fusionnèrent en 1921. Le nouveau parti unifié devint l'organisation hégémonique au sein de l'avant-garde ouvrière des Etats-Unis. Il maintint la tradition de lutte de classes établie par les IWW et la tendance de Eugene Debs du Parti Socialiste, et contribua à fusionner cette tradition avec les nouvelles formes de lutte et d'organisation stimulées par la victoire de la Révolution d'Octobre.

En tant que membre du Comité Politique du Parti, Cannon joua un rôle central pour jeter les premiers fondements du communisme aux Etats-Unis.

Mais le jeune Parti communiste américain, soumis à la pression du boom économique des années 20 et à l'ascendance de l'impérialisme américain, et paralysé par son manque de compréhension et de tradition internationalistes, était dévoré par le fractionnisme -- fractionnisme qui n'était pas toujours basé sur des divergences politiques claires. Cannon -- comme il fut le premier à l'admettre plus tard -- participa à plein à ces guerres de fraction. Vers la fin

(suite page 31)

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie-Bruxelles 1000

Correspondance de presse internationale

Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF50; FS35; FB400. \$canadien 10.

Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois

par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque

Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N°210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri, et les faire parvenir à

l'adresse suivante : S.I.E., 10 Impasse Guéménée, 75004 - PARIS

Comme nous l'écrivions dans notre dernier éditorial, après la chute de la dictature salazariste et avec les récents événements en Grèce, "le régime franquiste, la dernière dictature d'extrême droite reçoit un deuxième coup formidable. L'espoir impatient des masses ouvrières espagnoles s'en trouve accentué. Des surprises peuvent se produire là-bas dans un avenir rapproché." (Vers un automne chaud en Europe méditerranéenne, INPRECOR N° 5/6). Les masses espagnoles depuis les mobilisations contre le Conseil de Guerre de Burgos en passant par les luttes de Pamplune, de Vigo, du Ferrol, ont montré leur volonté de s'opposer, par l'action directe à l'oppression capitaliste et à la Dictature. Cette combativité exemplaire ne se laissera pas facilement canaliser vers les perspectives de collaboration de classes du PCE et de ses alliés du Pacte pour la Liberté. Des affrontements décisifs se préparent dans la péninsule ibérique, et les révolutionnaires du monde entier doivent se préparer à apporter leur solidarité militante aux travailleurs espagnols.

Nous publions dans ce numéro d'INPRECOR un dossier -- dont l'ampleur est justifiée par l'importance des événements -- comprenant : une interview d'un dirigeant de la LCR-ETA (VI) au sujet de la formation d'une "Junta Démocratique" en juillet à l'initiative du PCE; un compte-rendu des grèves du Baix Llobregat, et un document publié par la LCR-ETA (VI) au début de l'été sur la situation en Espagne et les tâches des révolutionnaires

INPRECOR

LA «JUNTE DEMOCRATIQUE»

Interview d'un dirigeant de la LCR-ETA(VI)

Q. - En annonçant la création d'une "Junta Démocratique" dans sa récente conférence de presse à Paris, Santiago Carrillo, dirigeant du Parti Communiste Espagnol, s'efforce d'actualiser sa politique d'alliance avec l'aile libérale de la bourgeoisie espagnole pour mettre fin à la dictature franquiste. Cette nouvelle version du "Pacte pour la Liberté" s'efforce de répondre à l'impact énorme qu'a eu en Espagne la chute de la dictature fasciste au Portugal. Que représente cette "Junta Démocratique" ? Une fraction substantielle de la bourgeoisie est-elle prête à s'allier aujourd'hui avec le PCE ?

R. - Nous pensons que la constitution d'une "Junta Démocratique", fin juillet à Madrid, s'inscrit dans la continuité de la politique de "Pacte pour la Liberté" développée par le PCE depuis plusieurs années. Il s'agit précisément, comme tu le suggères dans la question, de canaliser au profit de sa politique de collaboration de classe, le profond impact qu'a eu la chute de la dictature au Portugal dans l'ensemble de la société espagnole. Du côté de la bourgeoisie, ces événements ont accéléré encore la crise politique profonde qui l'agite, et approfondi ses divisions internes. La manifestation la plus claire de ces divisions se trouve dans la croissance des courants dits "centristes" dont le projet politique est l'"institutionnalisation" du régime : il s'agit de créer les cadres d'expression des différentes tendances bourgeoises pour combler le vide que va bientôt provoquer la disparition du bonaparte Franco. Parallèlement, la droite du régime se renforce : avec l'appui d'un secteur de l'Opus Dei elle veut s'imposer comme garant de la véritable continuité du régime. En outre, on assiste aux premières manifestations de l'aile "libérale" de la bourgeoisie, notamment en Catalogne. Mais elle ne représente qu'un secteur très marginal. Et ce n'est même pas cette tendance en tant que telle qui est représentée dans la "Junta Démocratique", ni dans les "assemblées dé-

mocratiques" qui peuvent se structurer aujourd'hui à l'image de l'"Assemblée de Catalogne". Seules quelques personnalités politiques bourgeoises sont aujourd'hui partie prenante de la politique du PCE.

Il faut cependant reconnaître que les événements du 25 avril au Portugal font apparaître beaucoup plus crédible aux yeux de larges masses, mais aussi d'une partie de l'avant-garde, la politique de collaboration de classes que préconise le PCE pour mettre fin à la dictature franquiste.

Q. - Les Commissions ouvrières mettent à l'ordre du jour la convocation d'une grève générale pour cet automne. De quoi s'agit-il exactement ? Y-a-t-il un virage tactique du PCE prenant l'initiative pour épauler ses manœuvres politiques par une mobilisation contrôlée des masses ?

R. - La coordination générale des Commissions Ouvrières, contrôlée essentiellement par le PCE, a lancé un appel à la Grève générale pour fin septembre, début octobre, mais sans fixer de date précise pour le moment. Il s'agit d'une grève générale de 24 heures, sur des objectifs limités : pas question de se rendre sur les lieux de travail; les revendications avancées portent sur la lutte contre la cherté de la vie, pour l'amnistie et contre la dictature. Cette initiative du PCE répond à une combativité réelle des travailleurs, s'efforce de la canaliser comme moyen de pression non plus sur la dictature, mais sur les secteurs "centristes" pour les forcer à un accord politique. De toutes façons, on peut s'attendre à une réelle mobilisation de masse à cette occasion, que les réformistes auront quelque peine à contrôler totalement. Cela dépend pour beaucoup de la capacité des organisations révolutionnaires à mobiliser l'avant-garde ouvrière sur des positions combattives. Je pense que l'on devrait assister à la plus grande mobilisation politique contre la dictature de-

puis les luttes contre le procès de Burgos en décembre 1970.

Q. - Quelle réponse peut donner la LCR-ETA (VI) à cette accélération de la crise de la dictature, à ce début de décomposition qui se dessine après les événements du Portugal, la maladie et la mort prochaine de Franco, l'offensive politique du PCE ?

R. - Nous sommes encore une organisation aux forces réduites, malgré le renforcement qui s'est produit, non seulement avec la fusion LCR-ETA(VI) il y a presque un an, mais aussi avec l'intégration de deux petites organisations locales, la "Fraction Bolchévik-Léniniste" (FBL) à Barcelone et la "Fraction Léniniste de l'ETA" (FLETA) au Guipuzcoa, il y a quelques semaines. Mais notre influence politique et nos capacités d'intervention ne sont pas du tout négligeables dans la situation actuelle. Bien évidemment nous appuyons la convocation d'une grève générale. Nous allons nous efforcer de convaincre les travailleurs qu'ils l'organisent sur leurs lieux de travail, par par des comités élus en assemblées générales, leur coordination avec les Commissions Ouvrières et les organismes de lutte qui apparaissent dans d'autres secteurs (étudiants, enseignants, lycéens...) et avec les organisations ouvrières, pour construire une direction représentative, capable de donner toute sa force à la grève générale et impulser des manifestations de rue dans toutes les grandes villes.

Nous allons proposer une plateforme de lutte incluant des revendications comme :

- augmentation égale de 5000 pesetas pour tous,
- semaine de 40 heures,

- réintégration des ouvriers licenciés,
- libération des prisonniers politiques,
- liberté de réunion, grève, organisation,
- auto-détermination en Euzkadi et en Catalogne,
- dissolution des corps de répression spécialisés.

De plus, nous menons une campagne sur l'organisation de l'auto-défense des luttes et des manifestations, pour le renversement de la dictature par la grève générale révolutionnaire et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs.

Face à l'échéance de la grève générale, une politique unitaire s'impose plus que jamais, au sein des Commissions Ouvrières en premier lieu, mais aussi entre les organisations révolutionnaires. Nous pouvons arriver à un accord avec la Liga Comunista (autre organisation espagnole sympathisante de la IVème Internationale), l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs -- organisation d'origine chrétienne) le M. C. E (Mouvement Communiste Espagnol -- organisation maoïste), les C. O. C. pour défendre une position de lutte de classe contre les réformistes. Cela signifie bien sûr se battre pour l'unité de toutes les organisations ouvrières dans les luttes contre la dictature.

Nous allons ainsi vers une accélération des rythmes de la lutte de classe en Espagne, et des affrontements majeurs se dessinent. Nous sommes certains de pouvoir compter, comme par le passé, sur la solidarité active, non seulement des sections de la IVème Internationale, mais de l'ensemble du mouvement ouvrier européen et mondial.

les luttes du baix llobregat

Les luttes ouvrières qui sont en train de se dérouler dans la région de Baix Llobregat constituent, après la lutte de la Seda au cours des mois derniers et les mobilisations d'ensemble répétées dans toute la région, des exemples clairs de la volonté des travailleurs de répondre par la lutte aux conséquences de l'inflation capitaliste, de combattre pour défendre l'emploi des militants ouvriers licenciés (plus de 500 depuis le début de l'année dans la province de Barcelone).

Les causes de la lutte

Ce sont les 750 ouvriers de la Elsa, à Cornellà -- entreprise de verrerie -- qui ont lancé la lutte le 21 mai dernier. Les revendications initiales, discutées au cours de plusieurs assemblées générales, sont les suivantes : augmentation immédiate de 3000 pesetas par mois, égale pour tous, refus de travailler trois dimanches de suite par mois, et négociation d'un nouveau contrat.

Le patron répond aux arrêts de travail en faisant vider l'entreprise, avec les conséquences connues de mise au chômage et de suspension de salaire, à l'ai-

de des forces de répression, le 24 mai, et le renvoi de deux ouvriers, dont l'un était le secrétaire du comité légal de la CNS (syndicat vertical) dans l'entreprise. A partir de ce moment, la solidarité -- qui se fondait, dans de nombreux cas, avec l'exigence d'une convention collective régionale de la métallurgie, convention refusée par le patron -- s'étend dans toute la région, avec des arrêts de durée inégale, mais qui se répéteront au cours des jours suivants à la Siemens -- qui collecte l'argent des heures supplémentaires pour appuyer les travailleurs de la Elsa --, à Fergat, Faura, Pirelli, Clausor, Fenixbron, Soler Almiral, Guma, Serra, Tubos Bonna, Bardina, Dumper, Josala, Laforsa, Hules de Gava, Enaxa, Metalarte, Stok, Tperin, Nerwick, Eromsa, Matasas, Germa, Plasmica, Brin... et ainsi dans plus de 50 entreprises.

Dans cette vague d'actions de solidarité, le 1er juin, les 350 ouvriers de Solvay, entreprise chimique de Martorell, qui avaient obtenu en janvier dernier une augmentation annuelle, égale pour tous, de 52.000 pesetas, entrent en lutte, exigeant une nouvelle augmentation mensuelle de 3.000 pesetas afin de faire face à la hausse du coût de la vie, et demandant la réintégration des militants licenciés. Le patronat,

comme à la Elsa, pratique le lock-out et, parallèlement, avec l'appui du gouvernement, force 63 ouvriers à continuer à travailler, sous le prétexte qu'ils doivent maintenir le fonctionnement des fours, sous risque d'explosion.

Les travailleurs de l'usine Harry Walker de Sant Andreu de la Barca, qui avaient obtenu en janvier dernier une augmentation annuelle de 36.000 pesetas, entrent également en lutte, tout d'abord en organisant des assemblées, puis par des arrêts de travail en solidarité avec la Elsa et Solvay; ils demandent 4.000 pesetas d'augmentation égale pour tous, la semaine de 40 heures, l'intégration de la prime maximum au salaire de base, ainsi que la réintégration de trois ouvriers licenciés.

Comme affirmait une déclaration commune du Comité Provincial de Barcelone de la LCR-ETA (VI) et du Comité Politique de la Fracción Bolchevique-Leninista (organisation locale qui, depuis, a fusionné avec LCR-ETA (VI) -- INPRECOR), le 8 juin, "la lutte des travailleurs du Baix Llobregat, qui n'en est qu'à ses débuts, a déjà obtenu des premiers résultats : réintégration de tous les licenciés, excepté un de la Elsa, et augmentation de 2.400 pesetas par mois. MAIS CETTE FOIS-CI LES TRAVAILLEURS DE LA ELSA ET DE TOUT LE BAIX LLOBREGAT NE VEULENT AUCUN LICENCIEMENT, ILS ONT PRIS CONSCIENCE DE LEUR FORCE ET VEULENT L'ENTIERE SATISFACTION DE LEURS REVENDICATIONS". Et, au moment où nous écrivons cet article, la lutte continue.

A première vue, il peut paraître paradoxal qu'une lutte aussi dure que celle de la Elsa, soit dirigée par les représentants légaux, que la plus grande partie de la solidarité matérielle soit canalisée par la section sociale du "syndicat" (la CNS, syndicat vertical) de la région de Cornellà, que beaucoup de réunions, non seulement se soient tenues dans les locaux de la CNS, mais aient reçu l'assentiment de fait d'une partie de la bureaucratie du syndicat vertical; que à Solvay les représentants légaux aient joué un rôle non négligeable dans la lutte; qu'une série de grèves de solidarité aient été décidées au cours des assemblées des représentants légaux, que ce soit eux également qui aient mis en avant la revendication d'une convention collective régionale de la métallurgie, jugeant que le rapport de force dans le Baix Llobregat était beaucoup moins favorable aux travailleurs que dans l'ensemble de la province de Barcelone. Cela pourrait paraître paradoxal, mais en fait cela ne l'est pas tant pour qui connaît la composition des Commissions Ouvrières dans la région, pour qui sait l'orientation qu'elles véhiculent. En effet, la force dominante dans la région, ce sont les "Commissions Ouvrières de secteurs", connues également sous le nom de "Prensa Obrera" (Presse Ouvrière) d'après le nom de la revue qu'elles publient, et au sein desquelles l'orientation hégémonique est celle du groupe Bandera Roja (organisation socialiste d'origine chrétienne). A leurs côtés, de force inférieure, mais non négligeable, on trouve également les Commissions Ouvrières qui suivent l'orientation du Parti Communiste Espagnol (PCE). Malgré le fait que les premières regroupent les secteurs les plus combattifs de l'avant-garde ouvrière de la région, les perspectives qu'elles donnent se différencient très peu de celles défendues par le PCE dans les luttes ouvrières : utilisation des représentants légaux, négociation des conventions, respect des "canaux légaux", etc.

Ceci, ajouté à la faible implantation dans la région d'organisations qui défendent une ligne de lutte de classes, explique le fait que la majorité des travailleurs considèrent encore ces méthodes comme une arme utile pour leurs luttes, un instrument valable

pour la défense de leurs revendications, malgré le fait, que, au début de l'année, lors de la lutte de la Seda, un bon nombre de militants ouvriers, de militants des Commissions Ouvrières, commencèrent à remettre en cause la ligne mise en avant par Bandera Roja et le PCE, ligne qui se montrait incapable de stimuler la généralisation de la lutte. Et ce sont ces mêmes éléments combattifs, tant au sein des Commissions Ouvrières de secteurs qu'au sein des Commissions Ouvrières d'orientation PCE, qui ont été les protagonistes des piquets d'extension de la grève, qui ont réussi à faire participer, d'une façon ou d'une autre, la majorité des travailleurs de Elsa à la lutte, qui sont en train d'impulser la mise sur pied d'une coordination indépendante des travailleurs pour organiser la grève générale dans la région en appui aux travailleurs de la Elsa et de Solvay, en défense de leurs revendications communes et pour la réintégration de tous les licenciés, comme le montre le mot d'ordre de "grève générale" lancé par la direction des Commissions Ouvrières; ce sont eux qui font que la gestion des représentants légaux soit discutée en assemblées, ce sont eux qui, comme à Harry Walker, impulsent l'élection de comités par les assemblées pour préparer le cahier de revendication.

Cependant, et malgré le renforcement de ce courant au cours des luttes mêmes, la majorité des travailleurs de Baix Llobregat continuent à faire confiance à la négociation de la convention régionale, continuent à penser que des arrêts de travail partiels sont suffisants pour faire céder la direction à la Elsa et à la Solvay et, que, malgré le caractère anti-ouvrier de la CNS, les représentants légaux combattifs sont utiles à la lutte. Et c'est justement en cela que résident les principales faiblesses de la lutte, faiblesses qui accroissent la difficulté de généraliser la lutte non seulement à la région, mais également à Barcelone, où les luttes comme celles de Afa, Faessa, etc., témoignent du climat grandissant d'agitation dans la majeure partie des entreprises.

La lutte des ouvriers de la Elsa et de Solvay dure depuis un mois déjà. Les arrêts partiels de solidarité dans le Baix Llobregat et la lutte contre la hausse du coût de la vie et contre les licenciements se poursuivent et se développent dans toute la région, surtout depuis le refus du patronat de négocier une convention collective régionale. A Barcelone, la situation est toujours plus explosive et la sensibilisation des travailleurs s'accroît chaque jour autour de la lutte de Baix Llobregat. Nombreux sont déjà les ouvriers qui ne sont pas prêts à attendre les résultats -- toujours plus hypothétiques -- de la convention de la métallurgie pour commencer à lutter pour une augmentation immédiate de salaire avec l'échelle mobile, pour la semaine de 40 heures, contre les cadences infernales et pour la défense des militants licenciés. A Sabadell, Terrassa, Cerdanyola, Badalona, la situation est similaire. Les possibilités d'une lutte généralisée à toute la province sont considérables.

Et telle est l'alternative pour laquelle se battent tous les révolutionnaires au sein des différentes Commissions Ouvrières, en faisant des propositions unitaires aux autres organisations, comme les Plate-formes Anti-Capitalistes, en développant leur travail propre dans les entreprises et les quartiers, en impulsant des débordements conscients de la CNS et des Conventions, en impulsant la lutte pour une plateforme unitaire, l'auto-organisation des luttes ouvrières et l'organisation de l'auto-défense. Comme l'affirmait un tract des militants et sympathisants de la LCR-ETA (VI) et de la Fracción Bolchevique-Leninista du Baix Llobregat : " TOUS EN LUTTE POUR LES REVENDICATIONS DE TOUS !" Tel est le chemin de la victoire.



vers la grève générale révolutionnaire

LEVER LE DRAPEAU DU PROLETARIAT!

Les expériences du Chili et du Portugal ont eu une influence importante sur la lutte des classes en Espagne, à un moment particulièrement grave, du fait de :

- (a) La disparition de toute possibilité de succession à Franco sous forme de "bonapartisme personnel" après l'exécution de Carrero Blanco.
- (b) L'approche, reconnue à tous les niveaux, sauf au niveau gouvernemental, d'une récession économique accompagnée d'un taux d'inflation très élevé, à partir de l'automne prochain.
- (c) Le maintien de la combativité du mouvement de masse, qui est prêt à se défendre contre les attaques à son niveau de vie et contre les licenciements. Il n'y a qu'à souligner, à ce sujet, l'apparition de luttes régulières à la campagne et leurs effets indirects sur les petits commerçants.

Dans ces conditions, la question de la dictature franquiste -- son maintien, sa transformation, son chan-

gement ou son renversement -- s'est placée au centre d'un débat stratégique qui a aggravé les contradictions au sein de la bourgeoisie, qui a provoqué une importante réorientation du gouvernement de Arias Navarro et qui a impulsé un processus de regroupements politiques au sein du mouvement ouvrier. A son tour, l'ensemble de ces actions et réactions, malgré le caractère embryonnaire de beaucoup d'entre elles, permettent de clarifier les perspectives du renversement du franquisme et de définir l'orientation que les révolutionnaires doivent donner aux luttes actuelles.

Dans le camp de la bourgeoisie, trois alternatives distinctes, aux forces et aux possibilités de concrétisation inégales, s'affirment pour la succession du dictateur : l'extrême-droite, celle que nous appellerons la "bourgeoisie démocratique" et celle qui forme le phénomène "centriste"; le gouvernement lui-même doit être traité à part.

Centrisme «classique» et centrisme «radical»

Le courant centriste qui, il y a quelques mois seulement, constituait le point d'appui inconditionnel et la base idéologique de l'équipe de Arias, et dont certains de ses membres les plus significatifs faisaient partie, a commencé à se distancier du gouvernement au moment où une aile "radicale" commença à se développer en son sein. On peut en trouver la raison dans le fait que le dogme politique centriste -- "la survie nécessaire de la Dictature est liée à sa capacité de regrouper en son sein des organisations politiques représentatives de toutes les principales fractions de la bourgeoisie" -- est interprété de deux façons différentes :

- l'une, qui oriente son activité en direction des changements qui peuvent se produire pendant que Franco est encore en vie, considère en conséquence comme une donnée décisive les rapports de force actuels au sein de l'appareil de la Dictature, et conclue -- après la bruyante réapparition de l'extrême-droite -- que Arias représente la limite maximum d' "ouverture" que l'on peut atteindre aujourd'hui;

- l'autre, qui oriente déjà son activité en fonction de l'après-franquisme, juge que les possibilités offertes par Arias sont extrêmement étroites et empêchent la concrétisation du dogme politique auquel nous avons fait référence plus haut. C'est pour cela qu'elle lève le drapeau des réformes institutionnelles qui ouvrent un processus graduel et contrôlé d' "européanisation" de la Dictature, c'est-à-dire de contrôle direct de la grande bourgeoisie sur son appareil d'Etat et de re-composition de sa base sociale. S'il est vrai que le "centrisme radical" n'a encore aujourd'hui qu'un caractère embryonnaire, autour de la personne de Fraga, il a de larges possibilités de se renforcer, s'alimentant à l'échec que, selon lui, Arias rencontrera sur le terrain des Associations, et de constituer, après la mort de Franco le pôle alternatif à l'extrême-droite, dans le cadre de la Dictature. C'est exactement ce qu'il prétend réussir.

La nouvelle extrême-droite

L'extrême-droite espagnole s'est transformée, du fait de la convergence en son sein, à côté des bandes fascistes, d'organisations d'anciens combattants, des restes de la phalange "historique" et d'une frange considérable des forces armées et de la police, du secteur "déplacé" du gouvernement de Carrero. Ainsi, l'extrême-droite forme un bloc, une alliance qui n'implique pas une identification idéologique entre ses différentes composantes -- à ce niveau, par exemple, les divergences sont très claires entre *Iniesta*, *Giron* et *Fernandez de la Mora* --, mais, dans la situation actuelle, les accords politiques entre ces composantes sont plus importants.

Elles sont d'accord de considérer que la survie du franquisme ne peut se baser que sur une accentuation de son caractère dictatorial, basé sur une "Armée politique" -- l'Armée du 18 juillet -- et un appareil d'Etat homogène. C'est cette armée qui apparaît comme l'héritière authentique du bonapartisme franquiste. En conséquence, leur solution à la crise du capitalisme espagnol qui, selon elles, prendra un aspect de vie ou de mort au lendemain de la disparition de Franco, est une Dictature militaire ouverte, avec une répression de masse brutale, dictature étroitement intégrée aux grands groupes capitalistes internationaux qui ont prouvé leur efficacité à promouvoir un développement capitaliste comme dans le cas du Brésil. Au contraire, le

Portugal a montré les risques que comporte une politique d'évolution, de concessions, de faiblesse qui vient à contaminer le rempart sacré qu'est l'armée, provoquant un "vide de pouvoir" et ouvrant les portes à la révolution.

Ainsi l'alternative que l'extrême-droite prétend construire n'est ni fasciste -- bien que elle englobe, utilise et s'appuie sur les bandes fascistes, les secteurs les plus importants de cette extrême-droite, à savoir les "technocrates" et les militaires, n'ont pas la moindre intention, ni la moindre possibilité, de construire un mouvement de masse fasciste classique : dans leurs plans, la tâche de destruction du mouvement de masse revient fondamentalement aux forces répressives officielles, en collaboration avec les bandes fascistes --, ni "golpiste", -- dans la mesure où il n'est pas nécessaire de changer un mot aux lois fondamentales, y compris celle qui nomme le successeur du fantoche, pour légitimer une dictature militaire ouverte dans ce pays --; précisément, la carte de l'extrême droite n'est pas celle du "coup", mais celle de la continuité.

Il faut souligner le rôle fondamental que joue, dans ce bloc, le "nouveau venu" effectivement, les "technocrates" représentent la "tête de pont" d'importants intérêts financiers et industriels, la "base matérielle" du secteur dominant de l'Opus Dei, au sein d'une fraction politique comme celle-ci, dont le contrôle était et est encore tout aussi difficile que nécessaire pour la bourgeoisie espagnole. A son tour, l'ensemble de l'extrême-droite n'ignore pas -- elle n'a qu'à penser à ses "frères" de Bolivie, du Chili ou du Brésil -- que ce sont justement ces "experts" qui font d'elle une alternative crédible de pouvoir pour le grand capital.

La bourgeoisie «démocratique»

En même temps, à l'autre extrême de la carte politique, apparaît une aile de la bourgeoisie qui ne croit plus en la Dictature. Encore limitée à un ensemble de porte-parole sans grande cohésion entre eux sur les problèmes fondamentaux -- attitude face aux organisations ouvrières traditionnelles, rôle de l'armée, attitude face au gouvernement de Arias (pression, opposition...) --, il faut cependant remarquer que :

- beaucoup de ces porte-parole ne sont absolument pas des "fantômes politiques" marginaux par rapport aux intérêts réels de leur propre classe, mais des personnages significatifs du grand capital, qui répondent aux objectifs et aux ambitions d'une frange minoritaire jusqu'ici, mais néanmoins importante de celui-ci (il est facile de vérifier ce fait en Catalogne).

- depuis 1939, il s'agit de l'apparition politique la plus solide d'un secteur de la bourgeoisie se situant explicitement hors du franquisme.

A partir de ces deux faits et de la situation internationale -- spécialement l'expérience du Portugal -- on peut conclure que c'est la première fois depuis la guerre qu'une bourgeoisie "démocratique" acquiert une certaine vraisemblance, une certaine capacité d'intervention politique.

Mais l'adjectif "démocratique" doit être précisé sous quatre aspects :

1. Sans les masses

Mises à part quelques exceptions individuelles -- qui

sont, elles, des fantômes politiques -- la bourgeoisie "démocratique" se pose le problème du changement de régime absolument en dehors de l'action des masses. Dans ce sens, elle ne veut pas entendre parler, dans les conditions actuelles, de "grèves générales" -- pour autant pacifiques qu'elles soient -- avant tout parce qu'elle doute, à juste titre, de ce caractère pacifique: il ne pouvait en être autrement avec des patrons catalans qui ont vécu, il y a quelques mois, la grève générale de Besos ou avec Huarte qui a vécu celle de Pamplune.

2. Avec Don Juan

Ainsi, pour la bourgeoisie "démocratique", une des conditions fondamentales est de légitimer le changement : c'est le rôle qu'elle entend faire jouer au Comte de Barcelone (Don Juan, Comte de Barcelona, père de Juan Carlos le successeur désigné par Franco lui-même -- Inprecor), puisqu'aucun secteur "libérateur de l'armée ne fait son apparition. Cette condition est à ce point fondamentale qu'il a suffi que ce personnage rocambolesque refuse de se placer à la tête d'un "Gouvernement Provisoire" pour qu'apparaisse une véritable impasse, sans solution à court terme.

3. Un choix conditionné

Le choix "démocratique" d'un secteur de la bourgeoisie espagnole est loin d'être une profession de foi irréversible : elle admet tous les retours en arrière, aussi complets soient-ils. Et ceci parce que les trois éléments qui déterminent ce choix sont les suivants :

(a) Après la mort de Franco le type de développement espagnol le plus satisfaisant impliquera et nécessitera le contrôle direct de la bourgeoisie sur l'Etat -- en particulier sur l'armée -- et une intégration totale au Marché Commun Européen.

(b) Etant donné la forme particulière de la Dictature, il y a peu de possibilités -- et celles qui existent sont difficilement réalisables -- d'atteindre ces objectifs par le biais d'une évolution à partir de la Dictature elle-même.

(c) Il semble moins risqué, à long terme, d'établir des rapports avec le mouvement ouvrier contrôlé par les réformistes qu'avec un mouvement ouvrier aux caractéristiques actuelles.

Il est clair que ces trois éléments peuvent subir des changements, surtout en fonction de l'état du mouvement de masse, mais également en fonction de la situation internationale, du rapport des forces au sein de la bourgeoisie, etc.

4. L' "Etat Fort"

D'autre part, comme nous l'avons déjà dit plus haut, la démocratie parlementaire admet de nombreuses variantes. Il est évident que celle qui correspond le plus aux intérêts de ce secteur de la bourgeoisie est le modèle de l' "Etat Fort", impliquant de graves limitations aux libertés politiques et syndicales, un parlement contrôlé par l'Exécutif, une forte répression contre les mouvements de masse incontrôlés -- les soit-disant "grèves sauvages" -- et la gauche révolutionnaire, etc. Un modèle, en définitive, qui constitue une véritable tendance politique à l'échelle mondiale à l'époque actuelle de déclin de l'impérialisme. Dans tous les cas, et indépendamment des désirs de quel que secteur ou organisation que ce soit, le seul système politique non dictatorial dont peut se doter un

capitalisme comme le capitalisme espagnol -- affecté d'une crise structurelle et confronté à une classe ouvrière extrêmement combative -- doit être de ce type : les récents événements au Portugal sont significatifs à ce sujet.

En tenant compte de ces quatre éléments, le renforcement d'une alternative ayant ces caractéristiques est prévisible, en concurrence avec les autres alternatives dont dispose la bourgeoisie pour l'heure décisive de la succession.

Devant cet éventail des différentes fractions bourgeoises, la conclusion qui s'impose maintenant est que le secteur dominant du capitalisme espagnol joue sur tous les tableaux sans en privilégier ni en condamner aucun : c'est le résultat logique avec lequel il aborde l'incertitude de l'après-franquisme et l'évolution rapide et les déplacements qui se produisent et qui continueront à se produire entre les différentes variantes.

Arias Navaro : un gouvernement transitoire

Mais la situation actuelle du Gouvernement est précaire : après six mois de promesses, de déclarations de principes, de petites et de grandes crises, on peut affirmer que son autorité au sein de l'Etat découle exclusivement de celle que Franco veut bien lui accorder au jour le jour, et elle disparaîtra après sa mort: au fur et à mesure que le temps passe, la bourgeoisie est toujours plus consciente de l'énorme marge de sécurité et de tranquillité qu'elle a perdue avec Carrero Blanco, l'irremplaçable successeur historique du Dictateur.

Dans ce sens il faut réaffirmer le caractère provisoire et transitoire du Gouvernement Arias, pour les raisons suivantes :

(a) Le seul moyen dont Arias disposait pour acquérir le minimum d'autorité nécessaire pour passer l'épreuve de la succession était de recomposer politiquement la Dictature. C'est seulement ainsi qu'il aurait pu compenser sa totale incapacité à succéder ne serait-ce que partiellement au bonapartisme franquiste, puisqu'il faut écarter toute idée que son gouvernement puisse réussir ce qui n'était déjà pas à la portée de Carrero Blanco : freiner la montée du mouvement de masse.

(b) Mais cette recomposition politique supposait une modification des rapports de force au sein de la Dictature, aux dépens, par exemple, des secteurs dominants jusqu'ici, en particulier aux dépens de la bureaucratie franquiste qui s'identifie idéologiquement avec l'extrême-droite. Mais ce secteur, d'une part, est un des plus fidèles soutiens de la Dictature -- et donc tout ce qui réduit sa force mine le franquisme lui-même -- et, d'autre part, il constitue un soutien inconditionnel de la répression, particulièrement de ses manifestations les plus brutales, qui se heurtent d'habitude à certaines réserves de la part d'autres fractions politiques... et, un gouvernement qui n'a pas d'autres armes que la répression pour tenter de freiner le mouvement de masse, ne peut pas négliger de tels appuis.

(c) Ce problème éclata après le coup d'Etat militaire au Portugal et son expression la plus claire est le soit-disant "gironazo". Le 15 juin, dans son discours de Barcelone, Arias montra sous quelle forme il a-

vait encaissé le coup d'Etat. Comme à d'autres occasions l'extrême-droite de la Dictature a joué son rôle d'"amortisseur" de tout changement, capable de se rétrécir pendant quelque temps, pour s'étendre par la suite et faire que le franquisme récupère sa positions antérieure, dans ses aspects fondamentaux.

Ainsi, la signification politique du 15 juin est celle d'une réaction d'auto-défense de l'appareil bureaucratique de la Dictature, qui voyait sa propre existence menacée par l'apparition possible de regroupements en dehors du "Mouvement", appuyés par un noyau très important des dirigeants de l'armée -- qui venaient de faire sauter Diez Alegria, un des hommes de confiance de Franco et de Carrero qui l'avaient maintenu en place pendant des années contre vents et marées face au Haut Etat-Major.

Il s'agit également d'un aveu d'impuissance du gouvernement devant les aspirations des secteurs sur lesquels il s'était appuyé antérieurement et, ce qui est plus important, devant la nécessité ressentie par la majorité du capitalisme espagnol : ce que nous avons appelé la recomposition politique de la Dictature. A partir de là, la bourgeoisie doit se poser les problèmes de la succession en terme de "vide du pouvoir" dans son sens le plus strict, à savoir l'inexistence de personnalités ou d'institutions politiques capables de prendre la relève du Dictateur immédiatement et de faire respecter les décisions politiques clés à l'armée, à l'appareil d'Etat et aux différentes fractions de la bourgeoisie.

En conséquence, Arias ne dispose que d'une marge de manoeuvre très étroite pour tenter de résoudre les problèmes du capitalisme espagnol, à court comme à long terme. Mais il va utiliser le peu dont il dispose, et il est nécessaire de déterminer comment son action va influencer la situation politique espagnole instable.

1. Les Associations font finalement être autorisées, non pas comme instrument de participation au pouvoir -- ce dont la bourgeoisie aurait besoin -- mais comme instruments de pression sur le pouvoir, étroitement contrôlés par la bureaucratie franquiste. Il est donc prévisible que la pauvre et inutile proposition faite par Arias aux fractions politiques sera de légaliser un nouveau type de groupe de pression, une nouvelle vitrine pour exposer leurs marchandises. Bien qu'il ne fasse aucun doute que la proposition sera largement acceptée, de façon plus ou moins critique, il ne fait aucun doute non plus qu'elle ne permettra pas de résoudre les problèmes de participation de la bourgeoisie au pouvoir et qu'elle contribuera de façon décisive à balayer les illusions sur la capacité d'auto-réforme de la Dictature.

2. Le statut politique des Forces Armées -- qui est déjà clairement défini dans la Loi Organique de l'Etat comme "armée de guerre civile" -- tente de se concrétiser maintenant face à la succession. Le Projet de Loi de la Défense Nationale, oeuvre de Diez Alegria, prétend faire assumer le rôle du Généralissime au Gouvernement, afin que la soi-disant "armée professionnelle et apolitique" soit en fait un fidèle pilier de la politique gouvernementale. Il s'agit, par conséquent, de limiter le plus possible, non pas la politisation de l'armée, mais son autonomie politique par rapport aux intérêts concrets de la bourgeoisie : c'est la deuxième mission impossible du projet d'Arias. Plus de trente années de Dictature franquiste ont forgé une armée qui s'identifie étroitement, dans son commandement, à une conception "pure et dure" du franquisme et au rôle historique qui lui re-

vient pour maintenir cette conception. D'autre part, il est évident que la continuité de la Dictature, tant dans la version "réformiste" que dans la version "immobiliste", dépend de l'appui actif de l'armée. De ces deux faits découle la profonde identification d'un secteur considérable des chefs militaires -- parmi lesquels on trouve, bien sûr, les chefs de la police qui proviennent de plus en plus de l'Etat-Major de l'armée -- à l'extrême-droite, et la lutte ouverte entre les différents secteurs de la bourgeoisie pour le contrôle des forces armées. Bien que cette lutte ne fasse que commencer, il semble prévisible que le gouvernement rencontrera une forte résistance face à toute tentative de diminuer l'autonomie militaire. Parce que, en définitive, le contrôle de l'armée sur le gouvernement est plus grand que celui du gouvernement sur l'armée.

La suspension de Diez Alegria, tout comme l'attaque lancée contre le projet de loi réalisé par le théoricien militaire de l'extrême-droite -- le général de Division Cano Jerjes -- reflètent les rapports de force actuels. Arias ne peut rien faire d'autre que de placer des hommes durs, mais contrôlables, dans certains postes importants -- Garde Civile, Haut Etat Major, Ministères --, et ceci à travers une série de compromis et de concessions aux "généraux du 18 juillet".

3. Les rapports avec l'Eglise sont le troisième champ de bataille de Arias, et, comme pour les autres, il ne peut que tenter d'obtenir une trêve. Le rôle idéologique et politique que l'Eglise espagnole et le Vatican ont joué pendant plusieurs années en appuyant et en renforçant la Dictature est terminé, bien qu'une aile considérable de l'épiscopat et du clergé reste tout à fait fidèle à la "croisade".

Le secteur dominant de la hiérarchie ecclésiastique ne tient pas à lier son destin à un régime en crise et a besoin de retrouver une marge d'autonomie, qui lui permette de continuer à jouer son rôle de gardien moral de l'ordre bourgeois et lui octroie une certaine autorité par rapport à la radicalisation politique de mouvements confessionnels, en particulier de la jeunesse catholique ouvrière. Le Concordat de 1953 représente une des principales réussites diplomatiques de la Dictature. Celui qui va être signé ne représentera rien de plus qu'une redistribution des privilèges, et sera tout autant incapable de renforcer l'autorité morale de l'Eglise que de freiner le processus de radicalisation ou de limiter tout autre effet, en son sein, de la crise de la Dictature et du capitalisme.

4. Mais c'est sur le terrain décisif des rapports avec le mouvement de masse que l'impuissance d'Arias apparaît avec le plus de clarté. Au-delà du renforcement spectaculaire de l'appareil répressif -- seule "solution" que peut présenter le gouvernement actuel -- il n'existe pas le moindre projet ni la moindre perspective de trêve. Un gouvernement qui est incapable de concéder à sa propre classe la plus petite parcelle de participation peut encore moins faire de concessions à sa classe ennemie. Le nouveau règlement en préparation pour ce qu'on appelle les "conflits collectifs" ne peut rien être d'autre qu'un replâtrage administratif, en l'absence de syndicats de classe. Et la CNS ne peut aspirer à un autre rôle que celui d'instrument patronal, avec plus ou moins de souplesse en fonction de la force du mouvement ouvrier auquel elle est confrontée, c'est-à-dire en fonction de la flexibilité dont le patronat peut faire preuve.

Il n'existe pas dans la Dictature la moindre capacité d'intégration de la classe ouvrière ni aucune illusion à ce sujet. Il ne s'agit pas d'intégrer, ni de dé-

truire le mouvement ouvrier : il s'agit simplement de le maintenir divisé. Voilà la marge de manoeuvre avec laquelle Arias se prépare à affronter une année critique comme 1975 -- élections syndicales, associations, etc. ; crise économique, crise sociale dans l'ensemble du monde impérialiste... -- situation face à laquelle le mouvement ouvrier et populaire a déjà montré comment riposter à Pampelune et dans le Baix Llobregat.

Combativité et niveau de conscience

Toute intervention révolutionnaire dans la lutte des classes de notre pays doit s'orienter autour de cette crise profonde de pouvoir de la bourgeoisie espagnole -- crise dont l'éclatement peut être précipité par un fait imprévisible et étranger à l'action des masses : la disparition du Dictateur. En laissant de côté toute spéculation, il s'agit de stimuler cette dynamique de masse qui, partant de l'état actuel du mouvement le prépare à assumer les tâches auxquelles il sera confronté lors d'une crise pré-révolutionnaire ouverte.

Par conséquent, il nous faut commencer à analyser ce "niveau actuel de conscience" dans lequel l'avant-garde doit s'enraciner afin de pouvoir conquérir effectivement la direction des mobilisations des masses.

En partant de l'analyse que nous nous trouvons dans une phase de montée du mouvement de masse, il est nécessaire de concrétiser ces caractéristiques contradictoires dans la situation actuelle.

(a) Un mouvement toujours plus étendu

Depuis le début de l'année les mobilisations de masse ont continué à s'étendre, géographiquement et sectoriellement, à des rythmes accélérés. Cette extension semble le produit de deux facteurs :

1. La crise économique capitaliste qui a provoqué une attaque importante au niveau de vie des masses et a fait apparaître le spectre du chômage comme un risque imminent.

2. L'attitude offensive adoptée depuis quelques années par le mouvement de masse, qui a réussi à établir avec la bourgeoisie un rapport de force lui permettant de poser -- y compris dans des secteurs ou des villes sans tradition de lutte -- la question de la conquête des revendications en terme d'action, de débordements des canaux légaux franquistes, et en terme de solidarité.

(b) Le paysannat

L'incorporation à la lutte du paysannat est extrêmement importante. Cette incorporation n'a pas un caractère temporaire. En effet, tant du point de vue du marché intérieur que du marché extérieur, toute la structure de la campagne espagnole est ruinée. Cela explique que :

- Chaque récolte des différents produits déclenche une "guerre" qui a pour premier effet de bouleverser la hiérarchie bureaucratique des "Confréries de Paysans et Eleveurs".

- Ensuite, il n'apparaît pas encore de différenciations importantes entre grands et petits propriétaires agricoles.

- Un important effet secondaire de la situation sont les luttes des petits commerçants sur lesquels on essaie de faire retomber les coûts des concessions arrachées par les paysans, en les présentant démago-

iquement comme responsables de la hausse des prix sur les marchés.

- Finalement, il faut souligner l'apparition de luttes régulières du prolétariat agricole, moins spectaculaires et plus limitées au niveau local que par le passé, mais qui revêtent une énorme importance, y compris à court terme, étant donné la situation prévisible de chômage dans le pays et le frein à l'émigration.

La situation d'ensemble dans la campagne exprime, d'une part, un pas en avant dans la décomposition de la base sociale de la Dictature et dans l'aggravation des contradictions internes de la bourgeoisie -- au sein de laquelle la nécessité de suivre une voie de "rationalisation capitaliste de la campagne" commence à recueillir une certaine audience --, et, d'autre part, l'incorporation au combat d'un secteur au sein duquel on trouve une partie importante de la classe ouvrière (le prolétariat agricole) et un allié fondamental de sa lutte (le paysannat pauvre). Afin de forger l'alliance révolutionnaire de la classe ouvrière et de cette frange du paysannat, il est nécessaire de rattraper, le plus rapidement possible, l'énorme retard d'intervention des révolutionnaires dans la campagne, en faisant apparaître le prolétariat comme le meilleur défenseur des intérêts des petits paysans face aux grands propriétaires agricoles et face à la Dictature.

(c) Le mouvement dans les quartiers populaires

Dans les quartiers populaires, des luttes concernant les conditions de vie et la hausse des prix commencent à se développer et à se généraliser. Jusqu'à une période très récente ce type de lutte n'était apparu que sous forme d'explosions isolées. Étant donné que les causes objectives de l'apparition d'un mouvement spécifique à caractère de masse dans les quartiers populaires (les conséquences de la crise économique et de la dégradation des services publics : santé, écoles, transports, urbanisation, protection de l'environnement, etc. ; et hausse du coût de la vie) ne vont que se renforcer au cours des prochains mois, les quartiers doivent jouer un rôle important dans les luttes futures, non seulement en tant que secteur qui lutte pour ses propres intérêts -- bien que ce soit en cela que réside, évidemment la possibilité d'y développer un véritable mouvement de masse --, mais également sous trois autres aspects :

1. En tant que centres organiques de luttes d'ensemble, que l'origine de ces luttes soit un problème spécifique de quartier ou une lutte d'entreprise, une lutte du bâtiment ou une action directement politique.
2. En tant que lieu le plus approprié pour faire face immédiatement à la tactique de démobilisation favorite du patronat : le lock out, facilitant un contact entre tous les ouvriers suspendus, l'organisation d'assemblées, et pouvant permettre l'occupation des entreprises fermées.
3. Et, également en tant que lieu naturel de regroupement des ouvriers en chômage et de préparation des luttes pour l'obtention d'emplois.

En définitive, il s'agit de travailler pour que le mouvement des quartiers s'insère dans le mouvement de masse sous une forme consciente et concrète, et intègre ainsi une nouvelle base d'appui et une expérience d'une importance particulière pour le présent et le futur des luttes : l'organisation de base territoriale, capable de centraliser la lutte des travailleurs de différentes professions, des petits commerçants, des apprentis, des étudiants, etc. .

Mises à part quelques exceptions, les organisations d'avant-garde qui existent actuellement dans les quartiers populaires sont très faibles et ont une audience

très limitée, inférieure à celle des différentes sortes d'associations légales, à cause de leur efficacité limitée et, surtout, de leur faible rayon d'action. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire que toutes les organisations politiques ouvrières s'engagent à renforcer -- dans les quartiers où elles existent -- et à créer -- là où elles n'existent pas -- des organisations de l'avant-garde large, ouvertes, démocratiques, coordonnées entre elles et avec les Commissions Ouvrières.

L'efficacité que ces organismes peuvent acquérir -- tant du point de vue des revendications spécifiques que du point de vue de leur participation à l'ensemble du mouvement --, va dépendre, en grande mesure, de la construction, en leur sein, d'une tendance révolutionnaire de tous les militants prêts à impulser une ligne d'action directe de masse et un programme anti-capitaliste qui réponde aux intérêts les plus ressentis par les habitants des quartiers populaires. Particulièrement, dans la situation actuelle, un programme capable d'offrir une alternative de classe pour la lutte contre la cherté de la vie, et qui soit cohérent avec les mots d'ordre et les revendications de l'ensemble du mouvement.

(d) Les professions libérales

En ce qui concerne le secteur des professions libérales, il faut souligner quatre faits :

1. L'importante participation de groupes des professions libérales -- débordant les limites de leurs associations professionnelles -- dans les luttes qui suivirent l'assassinat de Puig.
2. En général, l'expérience répétée faite par des franges importantes de médecins d'avocats, d'ingénieurs, de professeurs... de l'inefficacité de leurs associations -- spécialement après l'apparition de la nouvelle loi -- pour défendre leurs intérêts.
3. La continuité de la lutte des médecins, avec dans différents cas des actions d'ensemble de médecins et d'autres travailleurs de la santé publique et d'infirmiers.
4. Finalement, et ceci est le plus important, la participation -- et le meilleur exemple est celui de la Standard de Madrid -- à une lutte ouvrière et à la Commission Ouvrière d'une entreprise d'un secteur important des ingénieurs qui, bien sûr, furent dénoncés publiquement par leur association professionnelle.

Bien que, malheureusement des expériences comme celle de Standard soient des exceptions, elles confirment la tendance qu'ont des franges importantes de techniciens à abandonner le côté du patronat -- qu'un secteur croissant parmi eux n'a pas le moindre intérêt objectif à défendre --, et à assumer leur condition de travailleurs, sous la direction de la classe ouvrière. Une tâche extrêmement importante est évidemment d'impulser de façon déterminée cette tendance dans une direction anti-capitaliste, aussi bien à partir des Commissions Ouvrières qu'à partir des organismes regroupant l'avant-garde de ces secteurs. C'est-à-dire d'organiser la lutte commune des ouvriers et des techniciens contre la hiérarchisation du travail dans les entreprises, contre les énormes différences de salaire, contre toutes les armes qu'utilise le patronat pour perpétuer la division entre les techniciens et les ouvriers. Il s'agit, en définitive, de s'opposer à la conception réformiste qui finit par détruire toute possibilité de combat commun en demandant que le prolétariat défende non pas les intérêts réels de travailleurs, mais les privilèges des techniciens.

(e) Le mouvement dans l'enseignement

Le mouvement étudiant a montré une fois de plus sa capacité de riposte immédiate face à la répression déclenchée par la Dictature, en formant la base essentielle des actions de masse contre l'assassinat de Salvador Puig Antich.

Mais, le mouvement étudiant a souffert de trois grandes insuffisances, qui sont à l'origine des oscillations et des difficultés qu'il a connues de façon inégale dans tous les secteurs :

1. La large résistance spontanée du mouvement étudiant à l'application de la Loi Générale d'Éducation -- et ses diverses conséquences : sélection, etc. --, a rencontré des difficultés organisationnelles en ce qui concerne la construction d'organismes de l'avant-garde large étudiante, et politiques -- dues à l'hégémonie du courant "corporatiste" -- pour sa transformation en résistance consciente et, en tant que telle, en colonne vertébrale permanente du mouvement étudiant.
2. La convergence objective des luttes des différents secteurs de l'enseignement : professeurs, instituteurs, universitaires, s'est concrétisée de façon très limitée dans la pratique, en-deçà des possibilités ouvertes par la lutte contre la sélection.

3. La structuration du mouvement étudiant au niveau national, nécessité ressentie par de larges couches de l'avant-garde étudiante, n'a pas reçu d'autre réponse que celle, inefficace et réformiste de la RCU (Reunion General de Universidades -- Réunion Générale des Universités).

Le dépassement de ces trois insuffisances fondamentales doit constituer la base de la lutte des étudiants et des professeurs révolutionnaires contre la manœuvre "participationniste" qui s'annonce pour l'année prochaine à l'Université, et dans le cadre de laquelle le courant corporatiste va tenter de canaliser les revendications, la combativité et le rôle politique révolutionnaire de ce secteur.

(f) Le mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier a confirmé son rôle de fer de lance de l'ensemble du mouvement de masse, mouvement qui ne progresse que dans les brèches qu'il a ouvertes.

Au cours des derniers mois, ces caractéristiques fondamentales ont été les suivantes :

1. Bien que les deux régions les plus importantes de mobilisation ouvrière ont continué à être la Catalogne et le Pays Basque, un processus de recomposition a commencé à Madrid -- sans doute le plus important depuis 1967 -- qui semble devoir mettre fin à la longue crise du mouvement ouvrier dans une des plus importantes régions industrielles du pays, région dont le rôle fut fondamental durant les années 60. D'autre part, pour montrer l'entrée en lutte de nouvelles villes, citons l'exemple de la grève de Citesa à Malaga, de Gragados y Construcciones à Huelva...
2. L'axe pratiquement unique des mobilisations ouvrières a été celui des luttes revendicatives et contre les licenciements : la participation du mouvement ouvrier dans les luttes politiques -- aussi bien pour le procès 1001 que lors de l'assassinat de Puig Antich ou du 1er Mai -- a été, en général, très réduite, spécialement si on la compare au haut niveau de combativité qui se manifeste dans les entreprises et si l'on se rappelle Burgos.
3. L'expérience importante des Plate-formes Revendicatives Unitaires au niveau de la branche ou de la

région s'est étendue avec rapidité, se transformant en une arme de combat reprise, dans de nombreux cas, au niveau de masse, et qui va jouer un rôle central dans les luttes immédiates.

4. La solidarité -- sous forme d'arrêts de travail dans les usines, de collectes, etc. -- s'est développée autour des luttes les plus importantes, reflétant la ferme détermination du prolétariat à défendre le poste de travail de chacun, spécialement si la cause du licenciement est la participation à la lutte. De plus, dans le cas de Authi et du Baix Llobregat on a vu que les travailleurs réclamaient non seulement la réintégration des militants licenciés durant la lutte en cours, mais également des militants licenciés plusieurs mois auparavant. Parmi tant d'autres exemples, les travailleurs de la métallurgie de Madrid ont incorporé cette revendication -- réadmission de tous les licenciés dans la branche au cours des dernières années (quelques 2000) -- dans leur plateforme unitaire.

5. Certaines de ces luttes se sont développées, dès le début, en dehors des canaux légaux : il s'agit de cas tout à fait exceptionnels. Le développement le plus fréquent a été le débordement dans la pratique de la légalité franquiste, avec des traits contradictoires, entre la base du mouvement -- qui cherchait la voie de l'action directe -- et certains dirigeants qui, dans plusieurs cas, ont détourné la lutte vers les bureaux de la CNS, vers les évêques, les fonctionnaires gouvernementaux. Dans ce sens, une minuscule "bureaucratie de la CNS en faveur d'une ouverture" a fait son apparition, porte-parole d'une démagogie bon marché et sans le moindre avenir. On peut dire que si elle a disposé d'une certaine marge de manoeuvre cela est dû, précisément, aux oscillations ou au légalisme de certains dirigeants des luttes. En tout cas, cette marge est extrêmement réduite, et ne peut pas s'agrandir au cours des mois à venir : dans la situation actuelle du mouvement, la Dictature ne peut admettre la CNS que comme structure bureaucratique répressive; même une manoeuvre d'aussi faible ampleur que celle de Solis en 1966 -- lors de la campagne "Votez pour le meilleur" -- n'a actuellement aucune possibilité de se réaliser.

6. Ces contradictions sur le terrain de l'action directe expliquent que ne se soient pas approfondis les différents embryons -- y compris le plus développé, celui du Baix Llobregat -- de grève générale locale qui sont apparus, et, étroitement lié à cela, la très faible importance des actions de rue : sorties en manifestations, manifestations centrales, etc., assez facilement avortées par la police. Ainsi, une fois de plus, le retard qui existe dans l'organisation de l'auto-défense du mouvement se paie très cher dans chacune des luttes, d'autant plus cher que l'action répressive "préventive" se fait plus efficace -- occupations par la police, encerclements d'usines, patrouilles, coordination permanente avec la direction, etc.. Si on continue à laisser l'auto-défense à la pure improvisation ("si on nous attaque, nous nous défendrons..."), si on permet à la police de se rendre maîtresse de la rue, il sera très difficile de réaliser le rapport de force qui permettra de véritables luttes d'ensemble. Tous les ouvriers révolutionnaires doivent considérer comme une tâche d'importance vitale de mener la bataille à fond dans les Commissions Ouvrières pour obtenir qu'elles assument de façon régulière l'organisation de l'auto-défense des luttes.

7. Sur le terrain de l'organisation du mouvement, la situation est également contradictoire. Les assemblées ont eu un rôle central dans la majorité des luttes, et elles ont été reconnues comme les organes de direction des mobilisations. Il serait absurde de

négliger l'importance de ce fait, qui a nécessité plusieurs années de lutte pour être admis. Mais les assemblées ont un complément indispensable, qui augmente considérablement leur efficacité et leur fonction éducative : les comités élus et révocables. Ces comités sont apparus dans certains cas, mais dans la majorité des cas ils ont été remplacés par des formules bâtarde qui essayaient de combiner la défense des intérêts des ouvriers, exprimés par les assemblées, et le respect d'un cadre légal de négociation. Très souvent ces "comités responsables devant l'assemblée" -- qui dans certains cas étaient purement et simplement le comité légal de l'entreprise -- ont fini par placer la légalité de la négociation avant les revendications des ouvriers en lutte, comme on pouvait le prévoir. Les révolutionnaires qui défendent l'action directe des masses ne le font ni pour de simples raisons "éducatives", posées en fonction des intérêts historiques du prolétariat, ni par "gauchisme" puriste et infantile. Ils défendent cette ligne parce que toute l'expérience du mouvement ouvrier espagnol, depuis 1967, démontre à l'évidence qu'on ne peut faire progresser la lutte pour les revendications que par l'action directe; parce qu'il n'existe pas dans la CNS les conditions minimales qui permettraient de l'utiliser en faveur de la classe ouvrière et qu'il n'est absolument pas nécessaire de le faire dans une période de plein essor de la lutte de classes, et quand on a des organismes comme les Commissions Ouvrières, instruments capables de se placer à la tête des luttes sur tous les terrains et dans toutes les circonstances. Parce que, finalement, les conventions collectives ont montré, dans tous les cas, qu'elles n'étaient rien d'autre qu'une des armes de la Dictature -- fidèle collaboratrice des deux autres armes du franquisme : l'illégalité des organisations ouvrières et la répression sous toutes ses formes -- pour continuer à réaliser ce qui a toujours été sa justification politique pour la bourgeoisie : maintenir le mouvement ouvrier aussi divisé que possible.

C'est pour ces raisons, et non pour aucune raison de principe -- puisqu'aucun principe marxiste-révolutionnaire dit qu'il ne faut jamais utiliser les canaux légaux de la Dictature, ni, naturellement qu'il faille toujours les utiliser -- que nous sommes opposés à l'utilisation des structures légales actuelles de la Dictature, et que nous sommes en faveur de leur débordement systématique, à travers les grèves, les manifestations, les piquets d'extension, les piquets d'auto-défense, les assemblées, les comités élus et révocables qui discutent directement avec la direction, sans l'intervention de l'Etat ni de la CNS, les revendications des ouvriers en lutte.

8. Finalement en ce qui concerne la situation des Commissions Ouvrières, deux faits apparaissent très importants :

- En premier lieu, les organisations réformistes et centristes (et avant tout le PCE), continuent à maintenir une large hégémonie sur celles-ci, à de très rares exceptions près. Le rapport de force que les positions d'"indépendance de classe" ont réussi à établir au sein des C.O. est très faible. Telle est la raison du maintien de la division des C.O., de la lenteur avec laquelle progresse le processus de re-composition, leur très faible pouvoir d'attraction sur les nouveaux militants, ainsi que l'inexistence d'une coordination des Commissions Ouvrières au niveau national.

Il n'est pas difficile de trouver une explication à un tel phénomène qui s'est répété de nombreuses fois au cours de l'histoire du mouvement ouvrier : c'est-à-dire une dynamique de masse qui s'oppose objectivement à l'orientation réformiste -- ou, pour reprendre une expression de Trotsky, qui "la coupe sous un

certain angle" -- et qui se maintient malgré cela sous sa direction, tandis que l'orientation révolutionnaire, en accord avec la dynamique du mouvement, reste en marge de celui-ci. La clé de l'apparente contradiction réside dans les erreurs de la gauche révolutionnaire, qui cherche à rompre son isolement par diverses formes d'adaptation opportuniste aux directions hégémoniques, ou bien accepte, en théorie et en pratique, son isolement et son caractère marginal, et renonce à mener la bataille, centimètre par centimètre, sur tous les terrains, contre ces directions, s'enlevant ainsi, toute possibilité d'apparaître comme une alternative concrète de direction pour les luttes du mouvement. Ainsi, même quand les faits donnent clairement raison à la ligne révolutionnaire, le lien conscient indispensable entre cette preuve concrète isolée et la lutte quotidienne de la classe ouvrière n'existe pas. Et ainsi, l'hégémonie réformiste n'est pas du tout affectée.

Le fait qu'il n'existe pas actuellement une forte tendance révolutionnaire structurée au sein des C.O. est la faute des révolutionnaires eux-mêmes. En deuxième lieu, la combinaison entre l'hégémonie réformiste et la marginalité des révolutionnaires et, en conséquence, la quasi inexistence de preuves concrètes concluantes de l'efficacité, pour les intérêts de la classe ouvrière, du travail au sein des C.O., a stimulé l'apparition d'une frange importante de l'avant-garde structurée en dehors de celles-ci : les "plateformes" qui prennent une importance croissante et ont déjà dirigé quelques luttes radicales, comme celle du bâtiment à Valladolid. Il est clair qu'il sera difficile de construire une alternative efficace d'indépendance de classe sans compter avec elles, ni, en général, sans compter avec tous les secteurs ouvriers révolutionnaires, même s'ils ne sont pas organisés au sein des C.O. Mais il est également clair qu'une telle alternative ne peut être efficace que si elle se développe au sein du mouvement ouvrier organisé, remplaçant, après une bataille prolongée, sa direction actuelle, s'intégrant à l'ensemble des expériences de la classe et non seulement aux points culminants de la lutte.

En définitive, si on doit saluer l'apparition d'un nouveau courant ouvrier révolutionnaire, et s'il est nécessaire d'établir des liens politiques solides entre ce courant et les ouvriers révolutionnaires organisés au sein des C.O., on ne peut pas, en échange, approuver le terrain extérieur qu'il a choisi pour combattre les directions réformistes, répétant ainsi une expérience qui a échoué à plusieurs reprises dans l'histoire la plus récente du mouvement ouvrier espagnol.

Conclusion

Depuis le début de l'année, le mouvement de masse de notre pays a souffert de deux défaites partielles importantes : la sentence du procès 1001 et l'assassinat de Salvador Puig Antich. Dans les deux cas il s'est agi d'épreuves de force qui se sont soldées en faveur de la Dictature. En dépit de cela, si l'on considère les événements des derniers mois, il est évident que le mouvement n'a pas conscience d'une défaite et que, se trouvant dans une phase de montée des luttes, les échecs partiels ne le démoralisent pas, mais au contraire, il les intègre à son expérience pour mieux préparer les prochains combats. Sans une telle conclusion, il est impossible d'expliquer, non seulement la prolifération des luttes dans tout le pays, mais également le recours à l'action directe qui apparaît dans la grande majorité des cas. Mais il ne fait pas de doute que le procès 1001 et l'assassinat de Puig constituent des occasions manquées d'une énorme valeur pour le renforcement politique et organisa-

tionnel du mouvement, qui ne sont pas étrangères aux difficultés actuelles que l'on rencontre pour concrétiser des luttes d'ensemble, pour passer de l'arrêt de travail généralisé à la Grève Générale locale.

De même, ces deux défaites ont eu une influence négative sur l'avant-garde, plus grave celle-ci, parce que là on peut parler de conscience de défaite, dans de larges sections de militants des C.O. et des groupes politiques, bien que, dans le cas du procès 1001, les organisations réformistes et centristes aient réussi à cacher leurs responsabilités derrière les troubles créés par l'exécution de Carrero.

Si les effets de cette démoralisation ont été limités -- mais pas nuls, comme on peut le voir dans des organisations qui, théorisant leur incapacité ont abandonné encore plus que par le passé le terrain de la lutte directement politique -- cela est dû au fait que la classe ouvrière n'a pas cessé de lutter un seul jour et au fait que la riposte à l'assassinat de Puig a atteint un niveau important dans certaines villes, surtout à Barcelone, niveau suffisant pour empêcher la Dictature d'exécuter d'autres militants révolutionnaires condamnés à mort.

Ainsi, une épreuve difficile a été largement surmontée en ce qui concerne la combativité du mouvement. Mais on ne peut pas porter le même jugement sur la conscience politique. Le saut en avant que les événements permettent et que l'aggravation de la crise sociale et politique du capitalisme espagnol rend indispensable, n'a pas été fait. Et la lutte de classe ne peut pas repousser indéfiniment les échéances jusqu'à ce que de meilleures conditions existent pour la lutte du prolétariat. La crise pré-révolutionnaire peut s'ouvrir à tout moment, et aucune organisation d'avant-garde n'aura le droit d'être prise par surprise. Car précisément, un des facteurs déterminants pour que cette crise se développe en faveur des intérêts de la classe ouvrière -- et sinon elle se développera contre ces intérêts, il n'y a pas de crise pré-révolutionnaire "neutres" -- est la capacité de l'avant-garde de la prévoir et de préparer politiquement et organisationnellement les masses, à travers leurs luttes actuelles, à l'affronter. Dans ce sens, deux tâches inséparables doivent être développées dans l'intervention de l'avant-garde :

- Impulser et étendre les combats revendicatifs d'ensemble, dans la perspective de leur transformation en Grèves Générales locales,
- Organiser des ripostes du mouvement sur le terrain strictement politique -- contre les attaques de la répression et les manœuvres de division de la Dictature --, qui préparent directement les masses et leur avant-garde à la Grève Générale Révolutionnaire.

Bien que, à des moments précis, une de ces tâches peut prendre un caractère prioritaire, l'orientation générale doit être de toujours les combiner : ne jamais négliger l'une par rapport à l'autre.

C'est le seul moyen de donner une solution révolutionnaire à la contradiction entre la combativité et le niveau de conscience du mouvement de masse, ce qui, dans les conditions de notre pays, signifie fondamentalement modifier les rapports de force entre réformistes et révolutionnaires au sein de l'avant-garde large. Dans ce sens, le processus de regroupements politiques qui est en train de toucher les organisations politiques ouvrières, à la suite des événements du Portugal, revêt toute son importance.

Le bloc 'pactiste'

Au sein des organisations politiques ouvrières, le fait le plus important qui découle des événements du Portu-

gal est sans aucun doute le renforcement de la ligne de collaboration de classes, et du rôle du PCE : cela implique un accroissement de la confiance dans le "Pacte pour la Liberté" au sein de l'avant-garde large. On peut dire que le caractère utopique du Pacte n'est pas encore une donnée évidente, et qu'une frange importante des militants reprend, ou prend confiance en lui. En conséquence, dans un premier moment, le rapport de force au sein de l'avant-garde large s'est déplacé en faveur des réformistes. Il s'agit sans aucun doute d'un fait essentiel dont il est nécessaire de déterminer la portée et les conséquences.

(a) Le PCE et le Portugal

"De fait, au Portugal, la Dictature de Salazar est tombée sous les coups d'une action qui ressemble beaucoup au "Pacte pour la Liberté" que nous préconisons pour liquider la Dictature fasciste en Espagne : la convergence, à un moment donné, entre le mouvement ouvrier et populaire et les groupes néo-capitalistes que la guerre coloniale et les structures fascistes dérangeaient -- groupes représentés par Spínola -- qui ont reçu, dans ce cas, l'appui de l'armée. Cela ne fait que confirmer la justesse de notre position."

Le lendemain du coup d'Etat militaire au Portugal, le secrétaire général du PCE prononçait les paroles ci-dessus. Comme presque toujours, Carrillo se voit obligé à manipuler la réalité jusqu'à des limites imaginables -- présentant, par exemple, le rôle de l'Armée portugaise le 25 avril, comme un "appui" à la "convergence...". -- afin de montrer la "ressemblance", dans ce cas, entre le Pacte et les événements qui firent tomber la Dictature au Portugal. A d'autres occasions, la manipulation visait à montrer "l'absence de ressemblance" : rappelons la version donnée par le PCE du 11 septembre chilien ! Mais cela n'est pas le plus important, bien que cela indique les énormités analytiques que les réformistes doivent faire pour "confirmer la justesse de leurs positions". Ce qui est réellement important c'est de déduire, à partir de cet exposé, l'image que le PCE essaie de donner du Portugal :

- La chute de la Dictature est le fruit de la "convergence" entre le mouvement ouvrier et populaire et des groupes néo-capitalistes anti-dictatoriaux.
- La "convergence" se réalise autour d'un programme similaire au Pacte.
- Le rôle de l'armée est secondaire -- il se limite à un "appui", "dans ce cas" -- mais il appuie la "convergence" et isole les gorilles.

(b) L'offensive du PCE

Cette image est à l'origine d'une offensive politique lancée par le PCE sur quatre fronts :

- La Dictature elle-même, à qui il présente l'exemple de l'extraordinaire isolement dans lequel se trouvait l'appareil dictatorial portugais, et l'offensive spontanée des masses contre ses représentants les plus caractéristiques; le PCE appelle les fonctionnaires franquistes -- y compris ceux de la police politique -- à la "désobéissance civile", et offre en contre-partie l'amnistie, l'amnistie totale.
- Les groupes néo-capitalistes ce qui, dans ce cas, est une forme pour dire simplement le "grand capital", à qui Carrillo présente la possibilité d'un remplacement sans risque de la Dictature, qui ouvrira une situation nouvelle dans laquelle le mouvement de masse sera contrôlé par le PCE lui-même, faisant ainsi disparaître le "danger révolutionnaire" qui n'existe actuellement qu'à cause de l'existence de la Dictature.

- L'avant-garde large, à qui le PCE présente le 25 avril comme la confirmation stratégique de sa ligne, une démonstration du "réalisme" du Pacte, de l'efficacité de la collaboration de classe.

- Le mouvement de masse qui constitue, évidemment, le front décisif. Le PCE prétend apparaître à ses yeux comme la direction qui va le conduire à la liberté dans un futur immédiat : la chute du franquisme est présenté comme un fait imminent, qui justifie toutes les concessions. Tous les compromis qualifiés de "tactiques", toutes les limitations des luttes. Tout cela doit être fait pour profiter de la "grande opportunité" qui est offerte de se débarrasser de la Dictature.

(c) Un noeud de contradictions

Mais la nécessité absolue pour le PCE de "brûler les étapes" afin de placer sa ligne et son organisation à la tête du mouvement, est le maillon faible de l'opération politique dans laquelle il s'est engagé.

- La direction réformiste doit "brûler les étapes" parce que les conditions politiques et sociales qui lui ont donné l'impulsion initiale peuvent se détériorer très rapidement : aussi bien par rapport à la situation au Portugal -- comme exemple du rôle que joue le PC après la chute de la Dictature et ses conséquences à moyen terme --, que par rapport à la situation espagnole -- impasse politique et fragilité de la "bourgeoisie démocratique" née récemment, aggravation de la crise capitaliste et type de réponse que l'on attend du mouvement...

- C'est pour cela qu'il ne suffit pas pour le PCE d'apparaître comme une direction des luttes quotidiennes : il doit placer la lutte sur le terrain directement politique. Ceci implique qu'il ébauche, au moins, les traits généraux de la Grève Générale Pacifique (Huelga General Pacifica), afin de montrer à la bourgeoisie sa capacité effective de contrôle sur le mouvement.

- Cela suppose que le mouvement de masse, et en particulier la classe ouvrière, accepte, dans la pratique, la nécessité de limiter ses formes de lutte, ses revendications et ses objectifs au cadre d'un Pacte avec la grande bourgeoisie.

- Mais autant la dynamique objective des luttes que les expériences des dernières années et la crise économique et politique de la bourgeoisie, contredisent cette limitation. Le mouvement va continuer à s'orienter vers l'action directe de masse, parce que son instinct de classe -- façonné au cours de centai-

nes de luttes, d'échecs et de victoires -- lui indique que c'est le seul moyen pour réussir à arracher ses revendications et pour éviter que la bourgeoisie ne résolve la crise sur son dos, et parce que, en son sein, existe une nouvelle avant-garde, en rupture politique avec le réformisme, qui lutte systématiquement pour que le mouvement utilise les formes et les méthodes de lutte du prolétariat. Par conséquent, la direction réformiste va être régulièrement débordée, dès que les luttes atteindront un niveau minimum de développement.

- Bien sûr, ces débordements ne sont pas irrécupérables par le PCE, et c'est en cela que réside une de ses cartes les plus importantes. En l'absence d'une alternative révolutionnaire insérée dans les luttes depuis leurs débuts, capable de diriger le débordement et de faire progresser le niveau de conscience, le PCE, non seulement récupérera le contrôle des luttes, mais renversera, en sa faveur, les leçons de la mobilisation : le rapport de forces favorable obtenu par l'action directe provoquera d'importantes concessions que les réformistes présenteront comme une victoire

de la "phase de récupération" (les pressions sur le gouvernement, sur la CNS... qui accompagnent tout compromis signé par les réformistes) qu'ils ont impulsée.

En définitive, toutes les possibilités de manoeuvre dont le PCE peut disposer dans les conditions actuelles découlent de la faiblesse de la gauche révolutionnaire. Pour Carrillo, isoler la ligne d'indépendance de classe est une tâche prioritaire, parce qu'il ne dispose ni des conditions objectives ni des instruments organisationnels qui lui garantissent un contrôle stable sur les mobilisations des masses. C'est à cette seule condition que le PCE peut se risquer à jouer la carte de "récupération des débordements."

(d) Les deux courants au sein du bloc "pactiste"

Le meilleur moyen dont dispose la direction réformatrice afin de produire cet isolement, est de renforcer le bloc pactiste des organisations ouvrières, contribuant ainsi, à la fois, à augmenter sa capacité de contrôle sur le mouvement et sa capacité de pression sur la bourgeoisie. Il faut signaler que le PCE ne nourrit apparemment pas beaucoup d'illusions sur la possibilité de faire entrer formellement certains secteurs significatifs de la bourgeoisie dans le Pacte; au contraire, les versions données récemment par les réformistes de leur stratégie tendent à montrer que le Pacte inter-classiste ne se concrétise dans la pratique qu'au moment même de la chute de la Dictature (Carrillo ne voulait rien dire d'autre avec sa théorie de la "convergence", à un "moment donné"... au Portugal.)

Le bloc ouvrier constitue, en conséquence, l'essentiel du Pacte. Et en son sein, il faut distinguer deux courants principaux, ayant des caractéristiques politiques très différentes : celui formé par Bandera Roja et le PCI (Partido Comunista Internacionalista, organisation maoïste), et le courant social-démocrate.

1. Aussi bien B.R. que le PCI semblent subir un important processus de différenciation politique, entre une aile pro-PCE, et une autre, qui reste au sein de l'organisation et qui, en tout cas, ne semble pas remettre en cause sa présence dans l'Assemblée de Catalogne.

B.R. et le PCI représentent l' "extrême-droite de l'extrême-gauche", et sont caractérisés, d'une part, par une autonomie stratégique très faible par rapport au PCE -- en fait, à ce niveau, les différences les plus importantes se réduisent au type d'alliances possibles avec la bourgeoisie, l'ampleur des secteurs avec lesquels on peut passer des accords anti-dictatoriaux --, et, d'autre part, par un recrutement de gauche dans un secteur de la nouvelle avant-garde. Ils éduquent leurs militants dans la méfiance -- certainement déformée -- par rapport au PCE et, enfin, en ce qui concerne les luttes ouvrières, ils font montre d'une volonté d'adaptation au niveau du mouvement qui, dans de nombreux cas les a amenés à des positions droitières extrêmes, mais, dans d'autres occasions, les a opposés aux manoeuvres les plus effrontées des réformistes.

En conséquence, les deux groupes sont soumis à une grave contradiction entre les éléments qui les rapprochent du PCE et ceux qui les en éloignent. Un secteur de ces organisations semble avoir résolu cette contradiction en faveur de la collaboration de classe, dès la première invitation de ceux qu'ils qualifiaient, il y a encore peu, de "révisionnistes". L'évolution de l'autre secteur reste à décider. La gauche révolutionnaire

a là une importante bataille à mener afin d'attirer aux positions d'indépendance de classe cette frange de militants qui a prouvé, jusqu'ici, sa résistance à l'attraction du courant réformatrice.

2. La réapparition de la social-démocratie, en particulier du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) représente une autre donnée importante pour la constitution du bloc pactiste.

Mais il est clair que cette importance ne réside ni dans la force actuelle de la social-démocratie au sein de l'avant-garde large, ni dans sa capacité de mobilisation, ni dans l'audience de ses positions au sein du mouvement de masse.

En ce qui concerne le PSOE on peut affirmer qu'il a perdu toute possibilité de jouer de nouveau un rôle similaire à celui qu'il jouait avant 1936. Les années de clandestinité ont gravement endommagé une organisation dont la vie politique et organisationnelle était précisément basée sur le fonctionnement public de sa machine syndicale et électorale. Comme pour le reste de la social-démocratie européenne après la seconde guerre mondiale, l'avenir du PSOE était lié à sa capacité de s'affirmer comme le défenseur acharné de la "paix sociale" bourgeoise -- sa garantie au sein de la classe ouvrière -- dans le cadre d'une démocratie parlementaire. Mais la Dictature lui a empêché de jouer ce rôle. En même temps, sa non intégration dans l'appareil de l'Etat bourgeois, a permis au PSOE de garder -- à la différence de la social-démocratie anglaise ou allemande -- une certaine référence idéologique marxiste, et de continuer de présenter le "programme maximum" que ses camarades européens ont abandonné depuis plusieurs années. De cette façon, le PSOE a pu maintenir des liens, faibles et localisés, mais indéniables, avec le mouvement de masse actuel, y compris, un secteur de ses militants -- regroupés dans les Jeunesses Sociales -- peuvent être considérés comme faisant partie de la nouvelle avant-garde, plus proches, sous certains aspects, de la gauche révolutionnaire que de leur propre direction.

En tout cas, il faut mesurer l'importance du PSOE non pas tant dans la situation actuelle que dans celle qui s'ouvrira après le renversement de la Dictature. Ce sera effectivement alors, dans le cadre d'une démocratie parlementaire, que la bourgeoisie et également le PCE auront besoin d'une organisation social-démocrate -- qui, pour des raisons historiques ne peut pas être une autre que le PSOE -- pour partager, à un certain niveau, le contrôle de la classe ouvrière avec les staliens. Voilà la raison des efforts que fait Carrillo pour incorporer le PSOE dans le Pacte, dans le but complémentaire d'améliorer sa marge de manoeuvre actuelle et sa "respectabilité" nationale et internationale.

La réapparition politique du PSOE -- profitant de la vague de prestige que des personnalités comme Soares et Mitterand ont donné à la social-démocratie, et surtout du résultat électoral de l'alliance PC-PS en France -- prend ici tout son sens. La nouvelle direction -- qui a remplacé le groupe féroce anti-communiste de Llopis -- s'est montrée disposée à collaborer avec toutes les forces anti-franquistes. Il ne pouvait en être autrement, et il est également certain que les Jeunesses Socialistes garderont leur indépendance et une attitude très critique face à leur direction, attitude que la gauche révolutionnaire doit essayer de stimuler, en renforçant les éléments qui se battent déjà pour une ligne d'indépendance de classe.

Le pacte comme mirage, l'indépendance de classe comme solution

En définitive, la "nouvelle montée" du réformisme en Espagne est le produit de sa plus grande crédibilité stratégique au sein de l'avant-garde large. Et elle est, en conséquence le produit d'un mythe, car la ligne du PCE non seulement garde ses contradictions traditionnelles -- et le caractère essentiellement utopique qui en découle -- mais en incorpore de nouvelles :

- Notre pays connaît non seulement une crise politique mais aussi une crise sociale globale. La Dictature est en crise, mais le capitalisme également. Pendant 40 ans, la Dictature a collé profondément au pays, à toute sa structure de production, aux alliances entre les différents secteurs qui ont fait naître le capitalisme monopoliste espagnol actuel. Pour certains de ces secteurs, la Dictature constituait déjà une difficulté, un "obstacle" pour leur développement. Mais pour l'ensemble de la classe -- dont les intérêts sont exprimés par la fraction dominante du grand capital --, tant que la dynamique actuelle du mouvement de masse se maintient, c'est-à-dire tant que subsiste le risque que toute reconnaissance des libertés politiques déclenche un processus incontrôlé de mobilisation anti-capitaliste, la Dictature demeure la meilleure de toutes les solutions, celle qui offre le plus de garanties pour la défense de ses intérêts globaux, une fois mise à l'écart toute possibilité d'entreprendre une sérieuse réforme capitaliste de l'actuelle structure de production. Dans la conjoncture internationale présente, cette solution n'est pas sans comporter des difficultés, en particulier pour l'intégration au Marché Commun et l'isolement politique du franquisme. Mais la situation actuelle du capitalisme espagnol au sein de l'impérialisme oblige à relativiser toute idée d'"isolement". A son tour, la crise même de l'impérialisme réduit considérablement la force de pression extérieure vers tout changement de la Dictature qui n'offre pas les garanties nécessaires de contrôle. Les difficultés internationales, doivent donc être considérées comme secondaires.

D'autre part, il n'existe pas seulement des groupes bourgeois que la Dictature "gêne". Il en existe également d'autres qui s'identifient nécessairement avec les "secteurs productifs arriérés" -- des secteurs que non seulement la Dictature ne gêne pas, mais qui sont prêts à lutter pour la maintenir. A côté de ceux-ci, une quantité importante de chefs militaires et la majorité de l'appareil franquiste montent la garde : la charogne, oui, mais une charogne numériquement importante, organisée et armée, dont la survie politique est liée au maintien du régime actuel. Il est clair qu'au sein de ce secteur vont se refléter les contradictions plus générales de la bourgeoisie, qui s'accroîtront après la mort du Dictateur. Mais ces contradictions ne l'entraîneront pas à la neutralité, même temporaire. Selon toute probabilité, la Dictature éclatera avant l'atomisation et l'isolement de l'extrême-droite. Et c'est pour cela même que seule l'action des masses pourra briser sa capacité de résistance. Ceci est en particulier le cas de l'armée franquiste. La caste des chefs militaires n'est pas totalement hégémonique en tant que telle, ni dans ses rapports avec les autres corps d'officiers. Et cette homogénéité ne tend pas à se renforcer, mais au contraire à s'affaiblir, comme sous-produit du crépuscule du franquisme. Mais la chute de la Dictature exige plus que ce manque d'homogénéité : elle exige la paralysie du potentiel réactionnaire des Forces Armées. Pour réaliser cela, les appels à un prétendu sentiment national-populaire des officiers supérieurs sont totalement inutiles. Il s'agit d'entreprendre un travail ré-

volutionnaire dans les casernes, de fomenter la méfiance de la troupe envers les supérieurs, de démontrer l'"armée de guerre civile" parmi la population, d'impulser l'anti-militarisme révolutionnaire parmi la jeunesse et de préparer le mouvement à affronter les attaques de la répression militaire armée. Ces tâches sont le catalyseur réel des contradictions au sein de l'armée, capables de défendre les intérêts de la classe ouvrière face au renversement de la Dictature et à la période qui s'ouvrira ensuite.

Mais il existe d'autres graves erreurs dans la ligne réformiste. La seule force sociale active dans l'affrontement avec la Dictature est le mouvement de masse. Personne ne peut nier son rôle déterminant pour la chute de celle-ci. Mais il est évident que ce rôle ne pourra être assumé que sur la base des expériences les plus avancées que le mouvement lui-même aura réalisées : c'est dans les luttes de Burgos, Ferrol, Vigo, Pampelune, S. Andrian del Besos que l'on trouve les premières traces du renversement de la Dictature. Et aucune de ces grandes luttes a le moindre rapport avec ce que le PCE appelle les Grèves Générales Pacifiques, aucune de ces expériences clés n'a été possible sans débordement du PCE. Voilà le véritable visage du "réalisme" apparent des réformistes : marcher contre la dynamique des luttes pour essayer de récupérer les débordements !

En fait, la contradiction la plus profonde de la ligne du PCE réside dans le fait que seul un grave reflux de l'activité des masses la fait apparaître comme viable.

- Le PCE parie sur le vide évident de pouvoir qui suivra la disparition du Dictateur. Il prétend qu'à partir de là une pression contrôlée du mouvement pourra rendre possible un regroupement "démocratique" de la majorité des secteurs bourgeois. Mais il est clair que c'est à ce moment-là également que l'extrême-droite présentera sa candidature au pouvoir. On s'avance là sur un terrain qui frôle le suicide et l'utopie. Parce que les plus grandes possibilités d'une action réactionnaire existent face à un mouvement capable de paralyser le fonctionnement normal du capitalisme espagnol, mais à qui le frein de ses directions empêche de se lancer à l'assaut de la Dictature.

Les menaces verbales des réformistes ne suffiront pas contre ceux qui vont défendre le franquisme par la violence : l'histoire du mouvement ouvrier compte de nombreuses et graves défaites, mais les bureaucrates répètent le même baratin : "Si l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors...". Alors il est toujours trop tard. Ce ne sont pas les paroles mais la pratique de la lutte des classes qui changent les rapports de force.

Quelle est alors la voie des "concessions bourgeoises" ? Dans quelles conditions les secteurs hégémoniques du grand capital feront leur l'alternative "démocratique" ? Face à l'action indépendante d'un mouvement qui déborde largement le contrôle réformiste, qui développe toutes les possibilités de son action de classe, lutte pour ses objectifs et avec ses méthodes sans se préoccuper de réaliser la moindre "convergence" avec aucun secteur de ses exploiters, affronte la résistance armée qu'il rencontre sur son chemin, se lance à l'assaut de la Dictature et paralyse ainsi l'armée : c'est la perspective stratégique que nous proposons sous la formule de Grève Générale Révolutionnaire. La bourgeoisie espagnole abandonnera la Dictature seulement quand elle commencera à entendre le grondement de son écroulement. Et la vieille taupe révolutionnaire du prolétariat et du peuple espagnol devra continuer comme maintenant, à creuser les galeries qui détruisent les

fondements du franquisme. Ses "alliés démocratiques" viendront "fraterniser" avec elle dans la rue, quand la bâtisse de la Dictature sera sur le point de s'effondrer sur eux.

Lever le drapeau du prolétariat

Nous maintenons, par conséquent, l'ensemble de notre orientation stratégique. Il est certain, cependant, que, parfois, la perspective de la Grève Générale Révolutionnaire est apparue pour l'avant-garde sous une forme excessivement rigide, qui la plaçait pratiquement au niveau d'une insurrection armée. Il faut supprimer toute équivoque à ce sujet. L'alternative la plus probable est que le renversement de la Dictature ne va pas exiger l'armement généralisé des masses, et ne va pas ouvrir immédiatement une perspective de guerre civile.

La gravité de la crise de la Dictature permet de penser qu'il suffira d'une série de grèves générales au niveau local ou régional, dans les centres industriels les plus importants du pays, avec des périodes de flux, de reflux et de relance, dans une brève période de temps, pour que la bourgeoisie se convertisse aux idées démocratiques, dans le but d'éviter l'explosion d'une Grève Générale révolutionnaire simultanée dans tout le pays. Dans tous les cas, la simultanéité est secondaire, non seulement dans le sens du paragraphe antérieur, mais également dans le sens contraire : effectivement une action de masse simultanée dans tout le pays peut ne pas signifier la chute de la Dictature, bien que, objectivement, elle ouvre cette perspective. Si l'action demeure sous ferme contrôle réformiste, elle ne représentera, initialement, rien de plus qu'une démonstration de force que la Dictature peut être en condition de supporter. Le facteur fondamental, du point de vue du renversement de la Dictature, consiste dans le fait que les grèves de masse se montrent capables de répondre à la violence répressive qu'elles rencontreront, commencent à démanteler le franquisme, surmontent toutes les possibilités de manoeuvre et de compromis de la Dictature et remettent en cause les fondements de la domination capitaliste.

Alors, et alors seulement, on pourra commencer à parler de "convergences", et non, dès lors, à longue échéance. Comme nous l'avons affirmé à d'autres occasions, la période qui sera ouverte par la chute du franquisme se caractérisera par une forte instabilité politique et sociale, dans laquelle la bourgeoisie cherchera à récupérer un rapport de force favorable et ainsi la possibilité d'imposer de front ses conditions aux masses. Si le prolétariat et le peuple n'utilisent pas la situation favorable pour préparer l'assaut final contre le pouvoir bourgeois, la démocratie n'aura rien été qu'un brève rêve de liberté entre deux parenthèses d'oppression; la seconde peut être plus brutale que la première.

Mais il est plus important encore de discuter les tâches que la situation exige que de l'avenir de cette situation.

Dans ce sens, nous considérons que la tâche la plus importante est que les organisations qui sont disposées à impulser une ligne intransigeante d'indépendance de classe, pour les objectifs, les tactiques et les méthodes de lutte, établissent une série d'accords d'action, capables de concrétiser une alternative de lutte de classes face au bloc "pactiste".

Il existe déjà au sein de l'avant-garde large des milliers de militants qui ont fait l'expérience de la tra-

hison réformiste, qui refusent de suivre la voie des mirages démocratiques et cherchent une option crédible, efficace pour défendre les intérêts de leur classe, qu'aucune des organisations de la gauche révolutionnaire n'est actuellement capable d'offrir.

Il existe également des organisations hésitantes face au rapport de force que le PCE a imposé, et dont il est probable que les directions préparent quelque "capitulation tactique", pour "accompagner les masses dans leurs expériences". Il y a sans aucun doute dans ces organisations de nombreux militants disposés à affronter leurs directions et qui peuvent réussir à empêcher le tournant vers la collaboration de classe, sous toutes ses formes, si ils sont stimulés par un courant révolutionnaire qui offre une alternative face à toute capitulation.

Il y a également des organisations qui renferment un énorme potentiel de combativité, mais qui l'exprime de façon sectaire, sans se décider à lancer une bataille, qu'elles croient perdue, contre le PCE sur son propre terrain : le mouvement ouvrier organisé. Il est nécessaire de leur montrer que la bataille peut et doit être gagnée. Et il y a enfin, des milliers de militants qui suivent actuellement la direction réformiste parce qu'ils croient que c'est le meilleur et le seul instrument pour défendre les intérêts du prolétariat et du peuple. Les révolutionnaires opposent à tout pacte inter-classiste qui vise à placer la classe ouvrière au service de ses exploités, l'Unité du Front Prolétarien. Mais pour mettre cette consigne en avant, et pour propager sa cohérence avec l'immense aspiration unitaire latente dans le mouvement ouvrier, pour dénoncer la rupture systématique de cette unité par les directions réformistes, nous allons tenter de la concrétiser, de la rendre vivante dans les luttes actuelles.

Il est nécessaire de créer le rapport de force qui permette de faire apparaître la ligne d'indépendance de classe comme une alternative concrète, capable de déborder systématiquement les limites du légalisme et de la conciliation, en créant, par l'action, les conditions pour obliger le PCE et ses alliés à s'intégrer au Front Unique Prolétarien ou à risquer une rupture avec leur base militante.

C'est dans ce but que nous pensons qu'il faut établir des accords :

- Pour constituer des tendances révolutionnaires dans les organismes de l'avant-garde large des différents secteurs d'intervention,
- Pour lutter pour une coordination unique de ces organismes à tous les niveaux, et, spécialement, au niveau national,
- Pour impulser des luttes d'ensemble, comme terrain le plus favorable pour faire reculer la dictature et le patronat,
- Pour stimuler l'organisation par le mouvement de sa propre auto-défense, et, en particulier, la création au sein des organismes de l'avant-garde large de détachements permanents d'auto-défense,
- Pour construire un Front Unique contre la répression, sous toutes ses formes,
- Pour commencer un travail anti-militariste au sein de la jeunesse et coordonner le travail révolutionnaire dans les casernes.

Pour, en définitive, assumer toutes les tâches qui permettent d'offrir à ceux qui luttent contre la Dictature et le capitalisme un drapeau prolétarien, lavé de tout compromis et de toute soumission à l'ennemi, capable de disputer et d'arracher la direction du mouvement de masse aux réformistes. Dès maintenant, la LCR-ETA (VI) s'attache sans réserve et inconditionnellement à cette tâche.

30 juin 1974

Bureau Politique Unifié
de la LCR-ETA (VI)



Nixon s'en va, remplacé par Ford,
.... des qualités intellectuelles.....inférieures
à celles de son prédécesseur.

LA SORTIE DE NIXON

La classe dominante américaine et son formidable appareil d'opinion publique utilisent toutes leurs ressources pour tisser un voile de mystification autour de la démission de Richard Nixon. Cela n'est pas tout à fait inutile. S'il fallait citer un trait particulier de Nixon, ce serait sûrement que ses mensonges étaient plus grossiers, et ses méthodes d'action plus rudes que celles de la plupart de ses prédécesseurs et contemporains. C'est donc lui rendre en quelque sorte justice que de marquer la fin de son règne par la plus massive campagne de mensonges, de mystification et de tromperies. Une bonne partie de l'orage d'insanités se centre en grande partie autour de la personnalité de Ford, dont les qualités intellectuelles, semblant, de façon assez remarquables, inférieures à celles de son prédécesseur. La presse capitaliste fait de son mieux pour que chaque citoyen du pays de la liberté soit proprement informé sur des questions aussi cruciales que ses exploits sur les terrains de football universitaires, ce qu'il mange à son petit déjeuner ou l'amour qu'il porte à sa femme et à ses enfants.

Mais si on fouille un peu, on trouve le noeud rationnelle de cette campagne irrationnelle déclenchée par les dirigeants des Etats-Unis. On veut faire tirer trois grandes leçons aux masses des malheurs de Nixon-le-Rusé. Premièrement, que la chute de Nixon prouve que le "système" de la "démocratie américaine" fonctionne malgré tout, que s'il est vrai que des pouvoirs immenses reposent entre les mains du président américain, le système offre des mesures efficaces, comme on vient de le voir, pour renvoyer un président qui a abusé de ces pouvoirs. Cela prouve

donc la grande vitalité du système. Le second mythe, qui est lié au premier, est que le renvoi de Nixon, c'est-à-dire le "fonctionnement" du "système", a permis de faire un important pas en avant vers le blocage du développement de la version américaine de l'Etat fort : le dirigeant tout puissant de l'Exécutif qui agit en dehors du contrôle du législatif (du Congrès). Ce mythe affirme que la chute de Nixon va ouvrir une période d'expansion du pouvoir du législatif aux dépens de l'Exécutif. Ceci est présenté comme un développement de la démocratie, puisque le Congrès, qui a plus de membres et est soumis à des élections plus fréquentes, est plus influençable par la volonté populaire que le Président. Le troisième mythe, qui dérive des deux premiers, est que Gérard Ford détient une opportunité historique de rétablir la crédibilité et la confiance de la population américaine dans "son" gouvernement. D'après ce mythe, on demande à Ford de sortir des cendres de l'administration Nixon un gouvernement "ouvert et honnête".

- Par le "fonctionnement du système", les idéologues de la bourgeoisie veulent dire que le processus constitutionnel permet de renvoyer un Président qui a perdu la confiance de la populations après des actions trompeuses visant à améliorer sa situation personnelle. Mais la réalité est en fait que pour se débarrasser de Nixon la bourgeoisie a contourné son propre système. Ce système permet le renvoi d'un président par sa mise en accusation. Nixon fut renvoyé avant sa mise en accusation. Il ne fait aucun doute que cette mesure était beaucoup plus avantageuse pour la classe dominante que ne l'aurait été un procès devant le Sénat.

Un procès de mise en accusation aurait permis de démystifier beaucoup plus le prétendu processus démocratique en attirant l'attention du public sur les crimes commis par Nixon et qui ont déjà été dénoncés. Les membres du Congrès auraient agi comme plaignant et auraient dû rassembler des preuves contre Nixon. Ce dernier aurait dû se défendre contre des accusations spécifiques. Il aurait dû expliquer quels étaient les éléments de "sécurité nationale" impliqués dans ses "plans d'espionnage", ses effractions, ses pots-de-vin, etc.

De plus, il fait peu de doute qu'un procès au Sénat aurait permis de révéler d'autres activités illégales de la bande de Nixon, car après s'être engagée à juger Nixon, la Chambre des Représentants aurait été sous pression pour prouver qu'elle avait raison. Le procès aurait été télévisé en direct, touchant de larges couches de la population de façon plus dramatique qu'auparavant. L'effet cumulatif d'un tel procès aurait été sans aucun doute de stimuler la revendication populaire d'une enquête complète sur les opérations de Nixon, et de diffuser largement l'idée parmi la population que l'exercice du gouvernement se fait, en réalité, complètement derrière son dos. Tout cela a été totalement évité par la démission de Nixon. En conséquence, la bourgeoisie réussit à mettre "fin" à l'affaire du Watergate sans que le public ne découvre même un infime pourcentage des crimes commis par l'administration Nixon. Nixon parti par le biais du mécanisme "honoré" de la démission, la classe dominante est tout à fait libre d'expliquer que chacun devrait oublier le passé et que celui qui insiste pour dénoncer les crimes de Nixon est en fait un élément vindicatif, et anti-patriotique. L'affaire doit maintenant être close. La vérité de cette remarque est démontrée par le fait qu'on ne sait pas encore vraiment qu'est-ce qu'il y avait derrière l'affaire du Watergate. On peut être certain que l'ampleur des opérations d'espionnage, d'attaque et de sabotage du gouvernement contre le mouvement noir, le mouvement anti-guerre et les organisations politiques de l'avant-garde américaine n'a pas été dénoncée. La bourgeoisie est unanime pour garder de tels faits cachés. Mais il y a plus que cela. Il est clair que les changements stimulés dans l'opinion publique américaine par le mouvement anti-guerre, la lutte de libération des noirs et la radicalisation des années 60, a joué un rôle important dans le développement du scandale de Watergate et pour empêcher la classe dominante de freiner la révélation de certains crimes de Nixon. Il est également clair, que, entre beaucoup d'autres choses, Nixon est très bête. Sa grossièreté et ses erreurs tactiques ont joué un certain rôle dans sa dénonciation.

Néanmoins il est difficile de croire que la classe dominante, qui n'a en général aucun intérêt au discrédit total de son président, n'aurait pas pu arrêter les révélations de Watergate par une offensive bien minutée et planifiée au cours des cinq ou six premiers mois du scandale. Il en découle donc que certaines sections de la classe dominante avaient décidé, très tôt, de se débarrasser de Nixon, ou, au moins, de laisser le scandale suivre son cours. Le fondement de cette décision reste un mystère. Rien ne prouve qu'une partie substantielle de la classe capitaliste américaine était opposée à la politique de Nixon. La théorie communément répandue selon laquelle l'Establishment de l'Est (les "Yankees") était opposé à Nixon, tandis que les capitalistes du Sud et du Sud Ouest, qui ont fait fortune au cours du boom d'après-guerre (les "cow-boys") le soutenaient, a peut-être une parcelle de vérité en ce qui concerne l'inclinaison personnelle de membres individuels de la classe dominante, n'est soutenue par aucune preuve significative.

Une explication alternative possible pourrait être le fait que Nixon a commis des actes qui dépassaient tellement les limites de la "décence" capitaliste, qu'une décision fut prise dans certains cercles de le forcer à partir, sans avoir à révéler ces actes. Il est tout à fait possible que les crimes commis par la bande de Nixon -- pas seulement contre la gauche -- étaient beaucoup plus sérieux que ceux dénoncés jusqu'ici. La démission de Nixon serait en soi-même une importante couverture de ces crimes.

- La notion selon laquelle la démission de Nixon va freiner le développement de l'Etat fort est réfutée par le coup d'oeil, même le plus superficiel, aux faits. Aucun des pouvoirs reposant entre les mains du président des Etats-Unis n'a été retiré par la démission de Nixon. D'après les lois qui existent actuellement, le président à le pouvoir de s'emparer et d'organiser et de contrôler les moyens de production, de saisir les marchandises, d'envoyer des forces militaires à l'étranger, de rappeler des réservistes jusqu'à concurrence de 2,5 millions d'hommes, de déclarer la loi martiale, de s'emparer et de contrôler les moyens de transports, de diriger toutes les entreprises privées, de limiter les voyages et par une multitude de moyens, de contrôler la vie de tous les américains. La citation provient d'un comité du Congrès qui avait fait une enquête en 1973 sur les "lois d'urgence" en vigueur aux Etats-Unis. L'utilisation de telles mesures -- de même que les prérogatives présidentielles "normales", telles que décréter le blocage des salaires -- sont des nécessités historiques dictées par les besoins du système impérialiste, dont les dirigeants doivent prendre des décisions rapides sans perdre du temps avec une procédure parlementaire.

En réalité, même les accusations lancées contre Nixon ne suggéraient en aucune manière que ces pouvoirs devraient être limités. Il fut accusé par un Comité du Congrès chargé d'étudier les possibilités de mise en accusation pour avoir fait obstruction à la justice lors de l'enquête sur le Watergate, d'avoir abusé des organes gouvernementaux pour espionner des adversaires politiques, et d'avoir refusé de fournir des pièces à conviction au Congrès. Une motion demandant que l'accusation d'avoir illégalement bombardé le Cambodge et d'avoir menti au public soit adjointe fut rejetée. Aucune proposition ne fut faite pour ajouter d'autres activités de Nixon en Indochine (comme les bombardements de Hanoi et Haiphong à Noël 1972) aux accusations. Ainsi, même si Nixon avait été jugé par le Sénat et trouvé coupable, cela n'aurait pas créé un précédent empêchant un Président de mener des actions comme une guerre impérialiste, ou la répression de l'opposition dans le pays.

Ainsi, les pouvoirs du président ne sont pas du tout affectés par la démission de Nixon, et ils ne l'auraient pas plus été s'il avait été démis après un procès au Sénat. En fait, il est tout à fait possible que la tendance à un renforcement de l'exécutif sera intensifiée après l'affaire Watergate. Justement parce que la classe dominante affirme que l'affaire Nixon a établi des lignes de conduite présidentielle rigides sans vraiment remettre en cause les pouvoirs du président, Ford et ses successeurs peuvent être assurés que l'exercice de leur pouvoir sur toutes les questions importantes vient de recevoir un timbre de légitimation.

- Le gouvernement "nouveau et ouvert" de Ford semble tenir plus de conférences de presse. Il est également probable que Ford tirera les leçons de Watergate et arrêtera d'enregistrer les conversations qui se déroulent dans les bureaux de la Maison Blanche.

che. Mais à part cela, peu de changements sont prévus. Ford, en tant qu'individu, est plus à droite que Nixon. Durant la guerre d'Indochine il avait mené campagne contre Lyndon Johnson parce qu'il ne bombardait pas assez la République Démocratique du Vietnam. Il a toujours voté contre les droits civiques au Congrès. Il s'est plaint publiquement du fait que les dépenses militaires américaines n'étaient pas assez élevées, et que les dépenses d'éducation et de sécurité sociale étaient trop élevées. Il est considéré comme un partisan d'une politique récessionniste pour "lutter contre l'inflation". Bien sûr, comme tous les politiciens capitalistes, Ford n'a aucun principe. Rien ne garantit, donc, qu'il va appliquer une telle politique. La seule chose certaine est qu'il fera ce que la classe dominante lui demandera de faire.



Si la façon dont Nixon a été démis correspondait bien aux besoins de la classe dominante, les problèmes sous-jacents à son retrait n'ont pas été résolus. Nixon était tellement discrédité qu'il n'aurait pas été capable d'appliquer les mesures impopulaires qui vont devenir nécessaires pour l'impérialisme américain dans les mois et les années à venir. D'après les derniers sondages (opérés avant son aveu qu'il avait menti au sujet de Watergate pendant deux ans), Nixon n'était soutenu que par un peu plus d'un cinquième de la population. De plus les autres 4/5èmes n'étaient pas neutres. Nixon était devenu un personnage détesté. Le maintien d'un tel régime aurait exacerbé toutes les difficultés de la bourgeoisie. L'intensification de l'attaque contre le niveau de vie de la classe ouvrière, si elle avait été déclenchée par Nixon, aurait beaucoup accéléré la résistance des travailleurs. En politique étrangère, Nixon n'aurait pas pu utiliser les arguments patriotiques chauvins habituels afin de garantir le soutien à sa politique, pour la simple raison que la majorité de la population était convaincue que tout ce que Nixon disait était un mensonge éhonté. Avec l'administration Nixon, la classe dominante américaine avait un régime qui ne pouvait pas fonctionner. Elle espère que le changement de personnalité

permettra à un nouveau régime d'appliquer ces mêmes mesures.

Mais le climat qui a été largement responsable pour la dégradation du prestige de Nixon n'a pas disparu avec Nixon. Et il ne disparaîtra pas. La radicalisation des années 60, centralisée autour du mouvement contre la guerre d'Indochine et le mouvement de libération des noirs, n'était pas uniquement basée sur la révolte morale de certains secteurs de la population face à différents maux. Elle reflétait également une réalité matérielle. La guerre d'Indochine et l'oppression des noirs affectaient la vie de couches toujours plus larges de la population. La radicalisation qui commença en 1960 modifia la conscience de larges couches de la population américaine à propos de leur gouvernement. De larges secteurs du mouvement anti-guerre ne se contentaient pas de protester contre la politique d'un gouvernement particulier; mais se rangeaient ouvertement et consciemment aux côtés des ennemis du gouvernement américain, les révolutionnaires vietnamiens. De larges sections du mouvement de libération des noirs ne demandaient pas simplement le changement d'une politique particulière du gouvernement, mais condamnait consciemment toute la structure du capitalisme américain. Ces sentiments révolutionnaires, même s'ils ont été limités à une relativement petite minorité de la population, n'en ont pas moins eu un effet général dans tout le pays.

La principale faiblesse de la radicalisation des années 60 est qu'elle n'a pas réussi à pénétrer la masse des travailleurs américains de façon significative. Aujourd'hui, cependant, les intérêts matériels de la classe ouvrière sont menacés et attaqués par la crise capitaliste internationale et ses conséquences aux USA.

La prochaine vague de radicalisation prendra certainement racine dans cette réalité. La "période des bons sentiments" que la classe dominante essaie de construire autour de l'administration de Gérard Ford ne pourra pas agir contre cette réalité concrète, pas plus que le patriotisme n'a pu sauver Lyndon Johnson et Richard Nixon.

AFRIQUE

LES BOMBES A RETARDEMENT DE SPINOLA

Le dernier changement de gouvernement à Lisbonne a incontestablement accéléré le "processus de décolonisation" de la part de l'Etat portugais. Le premier plan Soares, que nous avons qualifié d'utopique, a fait long feu. Lisbonne a voulu partir d'un nouveau pied en proclamant l'indépendance imminente de la Guinée Bissau et l'ouverture d'une période de transition pour le Cap Vert, l'Angola et le Mozambique. Cette nouvelle démarche portugaise n'est pas le résultat d'un épanchement moral soudain des hommes au pouvoir. La situation dans les colonies et la situation intérieure en métropole avec une rentrée économique qui s'annonce difficile imposaient un tel tournant tactique. Et chacun d'applaudir des deux mains : les gouvernements impérialistes qui ont allègrement armé pendant des

années les troupes coloniales, les gouvernements africains qui multiplient les intrigues et les éternels "observateurs" dont les analyses se résument à des clichés photographiques.

Le plan du gouvernement portugais est clair.

- Nulle part, hormis en Guinée, les mouvements de libération n'imposent leur propre contrôle sur la majeure partie du territoire.
- La situation actuelle se dégrade rapidement et le renforcement du camp ultra chez les colons peut très vite condamner tout espoir d'une solution néo-coloniale stable.

Dans ces conditions, Lisbonne propose aux mouvements de libération un consensus ouvrant une transition pour :



En Guinée-Bissau...

- briser le danger ultra et régler la question du colonat,
- maintenir la présence portugaise dans l'appareil de production.

Lisbonne maintient donc la proposition de referendum pour le Cap Vert et prévoit des gouvernements de coalition en Angola et au Mozambique.

Pour le Mozambique, laissons parler le commandant Seabra, envoyé de Lisbonne à Lorenzo-Marquês : "Si un accord était conclu avec le FRELIMO, il faudrait que ce mouvement accepte une présence des troupes portugaises au Mozambique afin de prévenir la formation d'une force réactionnaire de droit. " Bien entendu, nous souhaitons que les administrateurs provisoires qui seront nommés prochainement comprennent des membres du FRELIMO, mais nous insistons sur le fait que le FRELIMO doit comprendre la nécessité de notre maintien au Mozambique afin d'y garantir la paix. " (7 août) De même pour Parcidio Costa, vice-gouverneur pour les affaires économiques du Mozambique, qui considérait le 9 août que la participation du FRELIMO à un gouvernement de coalition avec des blancs était nécessaire pour "mesurer son aptitude à assurer le leadership du futur Etat. "

Pour l'Angola, le "planning" est le suivant :

- Cessez le feu
- Gouvernement provisoire de coalition comportant le MPLA, le FNLA (et l'UNITA ?), des organisations de colons et des représentants des groupes ethniques (!).
- Après deux ans (!), élection d'une assemblée constituante qui élaborera une constitution et définira les rapports avec le Portugal.
- Puis, dissolution de cette Assemblée, nouvelles élections et nouveau gouvernement.

Qui peut croire un instant à la stabilité d'un tel château de cartes ? Alors que l'Angola rentre peu à peu dans la guerre civile, Lisbonne propose deux ans de transition !

Alors qu'au Mozambique se multiplient les affrontements entre africains et blancs, Luis Cabral, de son côté, vient de déclarer que le PAIGC et l'Etat de Guinée seront désormais des instruments de lutte "pour la libération des Iles du Cap Vert. " Le nouveau plan portugais n'est donc guère plus brillant que le

premier. Même si le FRELIMO accepte le principe de la coalition; même si le MPLA et le FNLA siègent à Luanda, qui peut croire que ces situations se maintiendront longtemps en regard de la mobilisation grandissante des masses africaines, de la "radicalisation" du colonat, de la crise économique au Mozambique, de la politique sud-africaine, etc. ?

Le gouvernement de Lisbonne continue à perdre peu à peu le contrôle de la situation en Afrique australe. La crise généralisée n'est plus une vue de l'esprit et la presse bourgeoise aime à rappeler la crise congolaise de 1961. Certes, comme au Congo Kinshasa la situation politique ne permet pas de stabiliser des gouvernements africains. Comme au Congo, les richesses gigantesques et la question du colonat et du maintien des troupes portugaises peuvent faciliter sécessions et conflits régionaux. Mais le Congo n'avait pas connu 12 ans de lutte armée. Le Congo ne s'inscrivait pas dans un contexte socio-économique et politique tel que celui de l'Afrique australe où l'interpénétration des intérêts impérialistes constituera la trame d'une généralisation de la crise. Une telle déflagration verrait l'affrontement de millions d'africains aux bandes armées rhodésiennes, sud-africaines et portugaises. La crise continentale et même internationale qui en découlera déterminera à terme la modification des rapports de force dans le continent et précisera les rythmes de formation de l'avant-garde révolutionnaire africaine. Une telle situation appellera la mobilisation de tout le mouvement révolutionnaire international. Nous devons nous y préparer.

Dans l'immédiat, la balle est dans le camp des mouvements de libération. Trois éléments vont déterminer la situation à venir :

- le congrès du MPLA
- la question du colonat
- la question de l' "Unité africaine".

1. La crise du MPLA est déterminée par quatre facteurs principaux :

- l'hétérogénéité politique de la direction,
- la partielle bureaucratisation notamment de l'appareil extérieur et une tendance au "villayisme",
- les intrigues des gouvernements néo-coloniaux,
- la question du FNLA.

Les trois tendances déclarées sont :

- la tendance Neto qui présente son bilan de direction sortante, accusée de "présidentialisme",
- la tendance Révolution Ouverte (Mario de Andrade) soutenue par Brazzaville,
- la tendance Chipenda dont la protection se trouve au sein du gouvernement zambien.

Le congrès qui se tient depuis le 9 août à Lusaka révèle la profondeur de la crise. Si la tendance Chipenda a une réalité concrète au niveau du "contrôle" des zones libérées, la tendance Andrade symbolise en elle-même la préparation bureaucratique du congrès avec le rappel d'éléments extérieurs au mouvement depuis de nombreuses années.

Mais l'essentiel n'est pas là. Le plus préoccupant est la perte grandissante d'autonomie politique par rapport aux gouvernements néo-coloniaux. Voilà quelques semaines un protocole d'accord était signé entre les 3 tendances à Lusaka. Mais cet accord était cosigné par Lopez, premier ministre congolais (Congo-Brazzaville) et le ministre des affaires étrangères de Zambie. Le 26 juillet se tenait à Bukavu (Zaïre) une conférence regroupant les 4 présidents du Congo, Zambie, Zaïre et Tanzanie, ainsi que les représentants du MPLA et du FNLA. De cette conférence est sorti un

protocole d'accord entre les deux mouvements pour adopter une tactique commune dans les négociations avec le Portugal.

Il n'y a que les imbéciles pour se féliciter de la réunion de Lusaka et de celle de Bukavu. L'unité du MPLA dans un tel contexte, c'est le renforcement de la sainte alliance coloniale. Le renforcement des positions congolaises et zambiennes dans le MPLA et le renforcement de la diplomatie mobutiste à travers le FNLA, peuvent être que des événements extrêmement graves pour la trajectoire politique de la lutte de libération de l'Angola.

Le gouvernement portugais, d'ailleurs, ne s'y trompe pas. Alors que Mario Soares refusait il y a quelque temps les négociations avec le FNLA par crainte du renforcement de l'intervention américaine, il l'accepte maintenant dans le cadre d'un gouvernement de coalition. Un tien vaut mieux que deux tu l'auras ! Holden, l'homme de Mobutu, vient de recevoir un second contingent d'instructeurs chinois ; il contrôle une véritable armée des frontières prête à intervenir au cas où les volontés du Kinshasa ne seraient pas respectées. Le 9 août se tenait au Zaïre le premier "congrès" des étudiants angolais liés au FNLA. Et le 7 août, l'Union des Travailleurs du Zaïre et le Centre Afro-Américain du Travail organisaient un séminaire syndical international auquel participaient, évidemment, des "délégués syndicaux d'Angola" du FNLA !

Face à une telle situation il n'y a pas d'autre voie dans le MPLA que la constitution d'une tendance anti-capitaliste opposée à tout compromis stratégique vis à vis des régimes néo-coloniaux et du FNLA. La contre-révolution a aujourd'hui de nombreux atouts et compte essentiellement sur les appétits politiques des fantoches africains pour renforcer les tendances les plus droitières au sein du MPLA. Certes, une telle initiative de la part de militants du MPLA implique une relance de la lutte, un combat difficile en milieu urbain et un isolement total dans le cadre de la diplomatie africaine. Mais l'analyse de la situation prouve bien qu'on ne peut pas faire l'économie d'une telle radicalisation de la lutte si l'on veut vraiment barrer la route au néo-colonialisme.

2. La question du colonat blanc (600.000 en Angola, 200.000 au Mozambique) est sans aucun doute une question décisive dans les transactions en cours. D'un point de vue politique, cette population européenne est la proie des intrigues sud-africaines. Son comportement dans la période à venir peut liquider la tactique de Lisbonne, engendrer un chaos duquel sortirait soit une radicalisation des luttes de libération nationale, soit un effondrement des positions portugaises au profit des américains. Les mouvements de libération se devaient donc de formuler une réponse politique d'autant plus urgente que se multiplient les incidents raciaux en Angola et au Mozambique. Ces incidents sont-ils les actions d'agitateurs sud-africains, de bandits ou d'éléments incontrôlés ? C'est peut-être le cas dans certains endroits. Mais on ne peut pas réduire ces émeutes au domaine racial et les condamner en tant que telles. Avant d'être l'expression de conflit de race, ils sont l'expression de conflits sociaux. Le colonat ne peut pas être analysé comme une formation sociale classique. Ce n'est pas le grand industriel portugais mais le chauffeur de taxi qui rationne à Luanda et assassine des dizaines d'africains. Quelle que soit sa "pauvreté ou sa richesse", le colon a une place particulière dans les rapports sociaux des colonies. Affirmer qu'on ne lutte pas contre les blancs mais contre le colonialisme est certes une né-

cessité mais aucunement suffisant. Faut-il expliquer aux masses africaines que l'étape nécessite un point de vue tactique ? Faut-il nier le caractère social de la vengeance des bidonvilles contre le petit épiciériste portugais qui prêtait de l'argent à 20% d'intérêt ou qui faisait du marché noir ? Faut-il s'interposer lorsque les travailleurs expulsent le patron portugais pour prendre sa place ? Jusqu'ici la réponse des mouvements de libération est insuffisante et en se voulant "réaliste" pour barrer la route aux ultras, ils ne donnent pas la seule réponse qui prépare à l'affrontement inévitable : l'encadrement militaire des masses urbaines et leur mobilisation sur des objectifs anti-capitalistes. Certes, il faut lutter contre les tendances au génocide.

Pourtant Oscar Monterro (FRELIMO) déclarait au Monde : "Quant à ceux (des blancs) qui sont attachés aux traditions, à la culture portugaises, nous les contraindrons évidemment à devenir des citoyens mozambicains. Ils pourront rester au Mozambique et leur vie, leurs intérêts, les fruits de leur travail seront garantis d'emblée, sans négociations puisque cela découle de notre ligne politique." Et le 6 août le commandant Dalepa déclarait à la presse : "Le FRELIMO n'a pas gagné seul cette guerre, mais aussi les militaires portugais qui ont rejeté la dictature désuète de Lisbonne." Tactique ? Peut-être, mais quand y aura-t-il la formulation d'une stratégie qui donne une réponse globale aux grèves et aux mobilisations urbaines actuelles ?

3. La construction d'une économie indépendante des diktats impérialistes est sans aucun doute au centre des préoccupations des mouvements de libération. Nous avons en d'autres occasions expliqué l'absence de réponse stratégique et la nature économiste et moralisante des antidotes opposées au néo-colonialisme. Que deviendront dans le cadre de gouvernements de coalition les immenses intérêts qui quadrillent l'Angola et le Mozambique ? Cette question reste l'une des plus importantes, car nous savons que ces pays sont déjà, du point de vue économique, plus des néo-colonies des différentes fractions économiques que des colonies lusitaniennes. Dans l'article d'Inprecor N° 3, nous avons déploré l'absence de précisions sur la finalité sociale de la lutte de la part des mouvements de libération. Si nous restons évidemment partisans de la réponse anti-capitaliste, il reste que nous ne nous faisons aucune illusion sur la possibilité d'un Etat ouvrier angolais ou guinéen.

Trop de facteurs font d'une telle perspective une utopie. Le niveau des forces productives, les ressources économiques, les questions ethniques aux confins des Etats et l'existence de groupes ethniques à cheval sur des frontières fantoches soigneusement vénérées par les bourgeoisies africaines, etc., tout cela implique et impose une dimension régionale et internationaliste à la construction d'une économie débarassée du carcan impérialiste. La question militaire, c'est-à-dire les capacités de riposte à la contre-révolution, constitue aussi un argument pour une stratégie régionale. La lutte pour les Iles du Cap Vert n'est donc pas seulement une question d'unité lusophone, ou même de liens historiques avec la Guinée. Il s'agit aussi de briser l'isolement du futur Etat guinéen et de liquider une base importante de l'impérialisme dans la région. A l'heure où, à coup de communiqués, Dakar et Conakry revendiquent la primeur d'un accord de coopération avec l'Etat de Guinée Bissau, il est urgent de préciser quelle sera l'attitude du PAIGC vis à vis de l'Afrique néo-coloniale. Il ne faut y avoir aucune illusion sur une Guinée indépendante économiquement au côté d'un Sénégal néo-colonial.

De même pour le Mozambique ou l'Angola, aussi bien

vis à vis de l'Afrique australe blanche que de l'Afrique centrale néo-coloniale. La cas de Cabinda est le plus clair. Si les américains provoquent une sécession, il faudra y porter la révolution dans le cadre d'une crise révolutionnaire dans tout le pool congolais. Car les Nguabi et Mobutu sont les pions de la farce nationaliste : la question nationale cabindaise à la sauce de Washington. Il y a bien entendu une population cabindaise qui n'est pas celle du reste de l'Angola. Mais une telle démarche mène à la prolifération des micro-nationalismes favorables à l'impérialisme. La seule réponse est le respect et la défense des droits nationaux dans le cadre d'un développement ininterrompu et internationaliste de la révolution. On ne sauvera pas Cabinda en ménageant les gouvernements de Brazzaville et de Kinshasa. Cette question intéresse les masses des trois pays et doit aboutir à leur mobilisation conjointe.

Le PAIGC vient de rappeler qu'après l'indépendance il reprendra une fonction de parti et non plus de mouvement en réaffirmant son programme maximum. Mais ce dernier ne comporte aucune clarification sur la question de l' "unité africaine". Que fera le PAIGC au pouvoir le jour où des révolutionnaires sénégalais lui demanderont aide ou même refuge ? Cette petite question politique est dans la bouche de milliers de militants africains. Et lorsque Pedro Pires déclare à Dakar que son Etat est "neutraliste positif" nous nous étonnons

que ressurgisse cette vieille illusions de Nrumah. Que le PAIGC veuille se démarquer de Moscou est une chose, mais on ne peut être neutre même positivement (?) lorsqu'on a l'espoir de construire une économie "indépendante". Ou alors il faut refaire l'histoire de la Guinée Conakry, du Ghana de Nkrumah, de l'Algérie de Boumédiène, de l'Egypte de Nasser. Mais 15 ans de lutte armée ne se dissolvent pas facilement dans un verbiage onusien.

Le projet de Spínola est donc fait de bombes à retardement. Les mouvements de libération doivent à nouveau préciser leurs perspectives pour nous renseigner sur la possible efficacité de cette nouvelle tactique portugaise. Même s'ils acceptaient les propositions de M. Soares, même si gouvernements de coalition, référendums et maintien des garnisons portugaises étaient acceptés sur le papier, il est vraisemblable que ces situations seraient balayées par les appétits impérialistes d'un côté et la mobilisation des masses africaines de l'autre.

C'est à une telle éventualité que le soutien du mouvement révolutionnaire international doit se préparer, au-delà de notre joie le jour où le PAIGC rentrera à Bissau sur les ruines du colonialisme portugais.

C. Gabriel
15 août 1974

PORTUGAL

pour la défense des droits démocratiques

DECLARATION DE LA LIGA COMUNISTA INTERNACIONALISTA
(Section Portugaise de la IVème Internationale)

1. La suspension récente et arbitraire, sine die du journal Luta Popular (journal du MRPP) par la Junta de Salut National, et l'interdiction de la manifestation du MRPP en faveur de ce journal, la répression "fulminante" du COPCON (organe de direction militaire continentale) contre cette manifestation, accompagnée d'un véritable "chasse aux gauchistes" et de l'arrestation de quelques manifestants; tous ces faits auront des répercussions importantes sur la scène politique nationale. Aucune organisation politique du mouvement ouvrier ne pourra éviter de prendre publiquement une position claire.

Tout cela est grave, car nous assistons en ce moment au Portugal à une prolifération des actes provocateurs de la droite qui essaie de s'appuyer sur des couches des classes moyennes, en faisant vibrer la corde de l'anti-communisme et essayant de mettre sur pied un véritable parti de la peur. Aux cris contre la "menace communiste", les "coups d'Etat", les "assauts contre le pouvoir", l'"anarchie", la "désobéissance généralisée", aux campagnes dans la presse internationale liée à la haute finance qui fait courir impunément les bruits les plus alarmistes, succèdent les provocations directes (inscriptions provocatrices dans les Eglises) et les violences physiques (agression contre la municipalité de Loures.) La recrudescence de l'activité de l'extrême-droite

apparaît simultanément à l'instauration d'un gouvernement fort auquel participent des militaires responsables du Mouvement des Forces Armées.

L'entrée de ces militaires au Gouvernement fut saluée par les partis gouvernementaux, en particulier par le Parti communiste et le Parti socialiste comme une nouvelle victoire des forces progressistes. Etrange victoire ! A peine une semaine après, la Junta de Salut National suspendait trois quotidiens, mesure qui souleva de vigoureuses protestations et déclencha une solidarité active de la part des journalistes qui se refusaient à ne laisser publier que deux journaux quotidiens. Le projet de loi sur la grève est l'objet de critique même de la part de l'Inter-syndicale qui avait appelé à une manifestation d'appui au Gouvernement Provisoire quelques jours plus tôt. Et le 7 août, le "spectacle" de Lisbonne : de nombreuses forces policières et militaires déployées sur le Rossio (place centrale de Lisbonne), un appareil qui ne peut avoir qu'une explication : créer un climat de désordre et d'"agression idéologique", semer l'idée d'un danger "gauchiste" qui justifie toutes les mesures de répression. Cette méthode est commune à toutes les polices : créer un climat qui justifie leur intervention. Du reste, ce n'est pas un hasard si la répression s'abat sur le MRPP : il y a déjà long-

temps que la bourgeoisie menait une campagne d'isolement, répandant le bruit selon lequel le MRPP était responsable pour tout ce qui arrivait. Cette tâche fut facilitée par le sectarisme aveugle du MRPP lui-même.

Les divergences entre le MRPP et la LCI sont profondes. Mais cela ne nous empêche pas de le défendre aujourd'hui contre la répression capitaliste, car nous sommes conscients qu'il ne s'agit pas seulement d'une attaque contre le MRPP, mais de créer précisément un climat favorable à la répression contre tout le mouvement ouvrier en général et contre la gauche révolutionnaire en particulier. Car, en réalité les responsables des véritables désordres, ceux qui ont recours à toutes les formes de violence -- y compris l'agression physique -- pour aider à remettre en place un régime de terreur sur la classe ouvrière et les masses travailleuses continuent à agir en liberté.

2. Le Gouvernement, la Junte de Salut National et l'Etat Major Général des Forces Armées sauront bien choisir leur moment pour agir. La déclaration de Spínola sur la reconnaissance du droit à l'indépendance des colonies, créa au sein de la petite et moyenne bourgeoisie -- et dans certains secteurs de la classe ouvrière -- des illusions quant au caractère du Gouvernement actuel; illusions qui accroissent son prestige et ses marges de manoeuvre. A cela s'ajoute le long processus de démobilisation du mouvement ouvrier et l'isolement de ses luttes les plus combatives, parallèlement à la recrudescence des activités des groupes de droite.

Les partis dits communiste et socialiste ont donné une couverture à ces actions du Gouvernement, divisant la classe ouvrière, impulsant même des mobilisations qui légalisent aux yeux des masses ces mesures répressives du Gouvernement et de la Junte.

Le PC et le PS donnent ainsi un chèque en blanc au Mouvement des Forces Armées, rehaussant son prestige et le glorifiant à tout moment sans lui faire la moindre critique. Dans les moments d'isolement et de pression sur les luttes ouvrières, et d'isolement et de répression contre l'extrême-gauche, le PS se lave les mains avec un communiqué (destiné à bloquer les critiques éventuelles de ses militants les plus radicalisés), et le PCP se place à l'avant-garde de la répression, montant la population contre les luttes des travailleurs et contre les révolutionnaires.

3. Il est alors facile de comprendre à quoi servent effectivement le Gouvernement, la Junte de Salut National et le Mouvement des Forces Armées. Il est alors facile de comprendre la fermeté avec laquelle il maintient l'ordre à tout prix, c'est-à-dire les conditions permettant le maintien de l'exploitation capitaliste, au même moment où il commence à libérer les plus fidèles serviteurs de cet ordre -- les agents de la PIDE et les légionnaires.

L'automne et l'hiver vont être durs. Pour la bourgeoisie, il est nécessaire de briser tous les foyers de résistance ouvrière et d'agitation révolutionnaire. C'est à cette conditions seulement qu'il lui sera possible de domestiquer la classe ouvrière en lui faisant avaler, dans l'"ordre" et dans la "paix", les licenciements et l'augmentation des cadences et les prochaines augmentations des prix -- seule alternative pour la bourgeoisie pour répondre à la concurrence internationale avec une économie très vulnérable.

4. La classe ouvrière saura et devra répondre à l'offensive capitaliste. D'autant plus que la première

vague de grève a donné à certains secteurs une expérience de lutte et d'organisation.

Les révolutionnaires doivent engager tous leurs efforts pour impulser et structurer la riposte organisée et autonome de la classe, créant partout des organes unitaires qui regroupent le plus grand nombre possible de militants autour des revendications les plus ressenties par le prolétariat et les masses travailleuses.

Ainsi, face à l'aggravation de la répression capitaliste, véritable fondement de la démocratie bourgeoise, il est vital pour la classe ouvrière de défendre de façon intransigeante son droit de réunion, d'organisation syndicale et politique, son droit de manifestation et les droits de la presse ouvrière, sans aucune limitation.

La LCI lance un appel à tous les ouvriers et les travailleurs, à toutes les organisations révolutionnaires, pour organiser le front de lutte le plus large possible pour la défense des droits démocratiques des travailleurs, contre la répression capitaliste et contre les attaques des bandes réactionnaires. Dès maintenant et dans toutes les luttes, nous appelons à organiser l'auto-défense ouvrière; on ne mendie pas les droits démocratiques, on les applique dans la pratique ! Il faut d'autant plus les défendre !

5. Nous lançons un avertissement solennel aux directions du PCP et du PS, compromises dans la collaboration de classe la plus éhontée, contre les intérêts des ouvriers et des travailleurs. Qu'ils ne pensent pas pouvoir maintenir leur position commode et aider à l'isolement des secteurs combattifs de la classe ouvrière et des organisations révolutionnaires. Quand ils ne rempliront plus la mission qui leur a été attribuée, la bourgeoisie les renverra du gouvernement, après les avoir obligés à céder dans tous les domaines, jour après jour, décret après décret !

POUR LES DROITS
DE REUNION
D'ORGANISATION SYNDICALE ET POLITIQUE
DE GREVE
DE GREVE
DE MANIFESTATION
DE LA PRESSE OUVRIERE
SANS AUCUNE RESTRICTION !

- ORGANISONS L'AUTO-DEFENSE OUVRIERE DES LUTTES !
- LIBERTE IMMEDIATE POUR TOUS LES REVOLUTIONNAIRES EMPRISONNES !
- LEVEE DE L'INTERDICTION DE "LUTA POPULAR"

9 août 1974

Comité Exécutif
de la
Liga Comunista Interna-
cionalista

le nouveau tournant

L'échec des accords de Sunningdale (1) ont marqué un nouveau tournant de la politique de la Grande-Bretagne en Irlande. Bien que la Grande-Bretagne ait suivi une ligne assez flexible dans le passé et ait modifié sa politique à plusieurs occasions, celle-ci était néanmoins maintenue dans un cadre stratégique déterminé au cours des années 60. Face à l'approfondissement de la crise de l'impérialisme britannique et aux contradictions inhérentes à la situation dans le nord de l'Irlande, ce cadre stratégique devient de plus en plus une camisole de force. La Grande-Bretagne se voit de plus en plus obligée d'adopter une perspective qualitativement différente.

Un rôle différent pour la Grande Bretagne

L'intérêt historique de la Grande-Bretagne en Irlande était d'imposer une division artificielle de la classe ouvrière et de manipuler les termes de l'échange entre les deux pays. Sa stratégie politique était guidée par son désir de faire de l'Irlande une source de produits alimentaires à bon marché et de main d'œuvre mal payée pour la Grande-Bretagne industrielle.

Mais le déclin prolongé de l'impérialisme britannique a lentement modifié cela. Ces changements trouvaient leur racine dans les difficultés que connaissait la Grande-Bretagne, surtout depuis la seconde guerre mondiale. Un bas niveau d'investissement et de croissance s'ajoutant à la compétition accrue sur le marché impérialiste et une part réduite du marché mondial ont créé des crises répétées de la balance des paiements britannique. Toutes les tentatives faites pour répondre à cette situation en réduisant la demande intérieure rencontrèrent une vigoureuse résistance d'une classe ouvrière bien organisée et confiante en sa propre force. De plus, à long terme, la restriction de la demande interne ne pourrait que prolonger la stagnation de l'industrie, aggravant la situation de la balance des paiements.

La seule alternative qui restait était de stimuler les investissements outre-mer pour rechercher des nouvelles sources de profits. Au cours des années 50 -- période importante pour les rapports avec l'Irlande -- un sérieux changement se produisit avec une croissance annuelle régulière des chiffres d'investissements à long terme à l'étranger. Une partie importante de ces investissements privés se dirigea vers l'Irlande où elle commença à prendre le contrôle de la nouvelle industrie qui s'était développée sous contrôle indigène au cours de la période protectionniste. Dans le Sud de l'Irlande, au cours des années 60, seulement 20% du capital industriel provenait du pays et plus de 40% provenait de Grande-Bretagne. Dans le Nord également, il y eut un afflux significatif de capitaux et dès la fin des années 50, seulement 30% des capitaux investis dans l'industrie lourde provenait de sources locales. Pratiquement tout le reste appartenait à la Grande-Bretagne.

Ce développement exigeait un cadre politique plus

sophistiqué afin d'affronter les relations changeantes entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et entre le Nord et le Sud. Au lieu de stimuler des divisions artificielles, il devint nécessaire de prôner l'unité et l'intégration.

Mais un tel changement ne pouvait pas être introduit en un jour. Il faudrait du temps pour faire fondre les profondes contradictions sociales et politiques qui s'étaient développées au cours des siècles. Dans la vague de croissance et d'expansion ceci ne représentait pas un problème insurmontable. Une stratégie à long terme de rationalisation des structures politiques de l'Irlande et de rapprochement étroit du pays de l'orbite britannique fut élaborée.

La stratégie irlandaise

La nouvelle crise du capitalisme britannique qui éclata en 1969 a porté un coup sévère à cette perspective. Quand la balance des paiements britanniques montra un surplus en 1969, il sembla que la Grande-Bretagne commençait à surmonter le problème qui la tirait depuis la fin de la guerre. Mais la nature du surplus indiquait que ce n'était pas le cas. Il découlait uniquement de la baisse des prix d'importation et de la hausse des prix d'exportation, après la dévaluation. En d'autres termes, cela ne reflétait pas un renforcement de l'économie mais plutôt un affaiblissement. La modification des perspectives de la Grande-Bretagne a eu des répercussions inévitables sur sa stratégie en Irlande. Jusqu'en 1968, quand la ligne qu'elle suivait se heurta à un véritable soulèvement démocratique de la population catholique, la réponse de la Grande-Bretagne resta dans le cadre de la stratégie poursuivie au cours de la première moitié de la décennie. Au cours de la première phase du soulèvement, d'octobre 1968 à août 1971, le but du Parti Travailleur et des Conservateurs était simplement de restorer le statu quo afin de reprendre la longue marche vers une solution fédérale graduelle.

Mais les contradictions s'approfondirent si rapidement au Nord qu'il fut nécessaire d'accélérer l'introduction de la solution fédérale par un effort hasardeux visant à prévenir une confrontation prématurée. Ainsi dans la seconde phase de la lutte, l'Assemblée (2) et un pouvoir exécutif paritaire furent rapidement mis sur pied, et l'Accord de Sunningdale fut élaboré comme premier pas vers une solution fédérale. Cependant, l'efficacité de ces initiatives à court terme se situait dans le contexte d'une expansion des opportunités du capitalisme britannique. Maintenant que l'on ne peut plus compter sur cette pré-condition, la stratégie fédéraliste est abandonnée. Une nouvelle stratégie pour la reprise en main de la situation en Irlande est nécessaire. La Grande-Bretagne n'a pas facilement admis ce fait. Elle devait d'abord avoir confirmation de la profondeur des problèmes économiques et politiques internes auxquels elle était confrontée avant de brûler les ponts. Mais maintenant que cela est chose faite, il faut faire les réajustements nécessaires.

Le tournant

Si l'effondrement de l'Assemblée et de l'exécutif paritaire et la disparition de Sunningdale indiquent un changement dans l'attitude de la Grande-Bretagne envers l'Irlande, le White Paper du 4 juillet indique la direction dans laquelle ce changement est fait. Il représente une retraite totale par rapport à la stratégie fédéraliste et un tournant vers une solution fortement répressive dans la crise actuelle.

Dans ce nouveau projet, la dimension irlandaise du problème n'existe absolument pas. De la position précédente qui expliquait que la classe dominante Orangiste devrait subordonner son autonomie politique aux dictats de l'ensemble de la classe dominante irlandaise en accord avec les besoins de l'impérialisme britannique (comme cela était souligné dans le Green Paper d'octobre 1972, où le terme "dimension irlandaise" apparaissait pour la première fois), on passe à un niveau purement géographique -- c'est-à-dire que l'Etat Libre du Sud et les six comtés du Nord ont une "frontière commune". La "dimension irlandaise" n'a donc par là plus aucun sens politique. Comme le remarquait le Irish Times du 5 juillet : "La 'dimension irlandaise' est réduite à une ombre. ... L'acceptabilité par Dublin (de toute solution britannique pour le Nord) n'entre pas dans la nouvelle politique."

Le partage du pouvoir, qui était l'autre principal pilier de la stratégie britannique perd également tout contenu. Auparavant, le Green Paper avait admis que la population catholique était devenue une minorité permanente dans le Nord et que ce seul fait créait une série d'anomalies sociales et politiques. Le premier White Paper (mars 1973) présentait un système de partage des pouvoirs entre les représentants politiques choisis par la minorité et les représentants unionistes comme seule façon de démocratiser les rapports politiques dans le Nord -- pré-condition indispensable pour la solution fédérale.

Le second White Paper où la raison du partage des pouvoirs est uniquement le besoin de stabilité politique montre combien la confiance de la Grande-Bretagne a été ébranlée au cours des derniers événements. De même, l'insistance sur le fait qu'il "doit y avoir une certaine forme (!) de partage des pouvoirs" est plus un cri de désespoir qu'une conviction politique. Il n'y a en fait qu'une seule forme de partage du pouvoir qui aurait pu coopter la minorité anti-impérialiste. Elle a été essayée et renversée par les Loyalistes.

L'autre forme possible de partage des pouvoirs est celle défendue par les Loyalistes -- l'inclusion de Castle Catholics (Catholiques du Château) et Token Teighs (3) dans un cabinet contrôlé par les Orangistes. Cela semble être la "certaine forme" de partage du pouvoir que le White Paper ait choisie. La bourgeoisie britannique opère une retraite vers l'acceptation d'un régime du type du vieux Stormont (4) avec quelques rapiècements pour faire bonne figure.

Faire confiance aux loyalistes

Quand on a compris ce qui précède, il est facile de comprendre les provisions faites par le White Paper par rapport à la mise en place d'une machine politique intérimaire. Cette machine n'est pas une courroie de transmission vers une mise en place ultérieure de la solution fédéraliste, mais une courroie de transmission pour un retour à la situation d'avant 1968.

Afin de sortir de la terrible situation dans laquelle elle s'est embourbée, la Grande Bretagne a besoin d'un peu de répit. C'est le but recherché par l'établissement d'un Congrès Constitutionnel pour discuter des solutions possibles du problème du Nord. Mais peut-on sérieusement croire qu'à cinq années de luttes intenses peut succéder une longue période de pur bavardage ? Que la prolongation de la discussion pourrait faire surgir une solution à laquelle on n'aurait pas encore pensé ? Non la Grande-Bretagne n'est pas si naïve, et elle n'attend pas de nouvelle solution. Elle attend simplement un moment opportun pour appliquer la nouvelle stratégie qui est déjà élaborée dans le White Paper.

Pour imposer cette stratégie la Grande-Bretagne doit pouvoir compter sur un processus moléculaire qu'elle peut stimuler mais sans en faire directement partie. En d'autres termes, la Grande-Bretagne ne peut pas se permettre de laisser porter un coup fatal à la minorité en ce moment. Une telle mesure unirait toute la communauté, écarterait le SDLP (Social Democratic Labour Party) (5) et stimulerait la révolte de l'autre côté de la frontière dans le Sud. Au lieu de cela la Grande-Bretagne compte sur le changement des rapports de forces entre les communautés protestante et catholique. Dans le cadre de son approche précédente la Grande Bretagne avait essayé de garder les Loyalistes (6) sous contrôle tout en s'occupant de la minorité catholique. Elle laisse maintenant les choses aller et permet ainsi l'établissement d'un rapport de forces plus favorable aux Loyalistes.

Dans ce sens l'ambiguïté du White Paper sur la question de la sécurité est énorme. Le SDLP fut amèrement déçu par l'absence de tout geste allant dans le sens de la création d'une force de sécurité acceptable pour la minorité. Ce qui est plus important encore, elle la revendication des politiciens loyalistes d'une Garde Civile Protestante de 20 à 30.000 hommes. Bien que les Loyalistes aient contacté officiellement le gouvernement britannique plusieurs fois sur cette question, bien que la revendication ait été accompagnée de menaces de guerre civile de la part de John Laird (7) et Bill Craig (8), il a gardé le silence à ce sujet.

Ce n'est certainement pas parce que le gouvernement considère cette question trop triviale pour s'en occuper. Cette revendication émerge des racines mêmes du loyalisme. Elle est partie de l'Ulster Special Constabulary Association, un groupe para-militaire formé par d'anciens B-spéciaux qui compte plusieurs milliers de membres et a des représentants dans le Ulster Workers Council. (9) Cette organisation pourrait former à elle seule la colonne vertébrale d'une milice loyaliste officielle ou non.

Il faut ajouter à cela le mécontentement croissant envers le rôle de l'Ulster Defense Regiment (10) et la Royal Ulster Constabulary (11), à la fois au sein des loyalistes en général et au sein des membres des forces de sécurité eux-mêmes. De nombreux rapports sont apparus dans la presse concernant des groupes para-militaires loyalistes qui prenaient contrôle d'unités de l'UDR et menaient des opérations sectaires (contre la minorité catholique -- INPRECOR). Le mécontentement par rapport à la RUC s'accroît également. Proportionnellement la RUC a souffert le plus de la guerre contre le "terrorisme". Des chiffres publiés le mois dernier par la RUC montrent que depuis 1968 plus de la moitié de ses membres ont été blessés dans les affrontements et des batailles de rue. Par rapport à cela ses succès contre les Provos (12) ont été minimes -- l'an passé plus de 1000 bombes ont été posées malgré les précautions de sécurité sans

précédent. Même les succès des forces de sécurité montrent combien leur tâche est vaine. La capture de 282 rockets et mortiers, 1.598 armes à feu, 187.399 balles et 3.400 livres d'explosifs révèle simplement la taille énorme de l'iceberg qui demeure hors d'atteinte des forces de sécurité. Face à cette maigre performance et le coût en moral et prestige pour le UDR et la RUC, la revendication des loyalistes pour la mise en place d'une force plus agressive a reçu un large écho dans la communauté protestante.

L'oubli apparent de la Grande-Bretagne de cette tendance au militarisme loyaliste n'est pas sans explication. Cette tendance est exactement ce que la Grande-Bretagne veut voir se développer, sans se salir les mains pour l'instant.

Jusqu'ici aucune section importante du mouvement révolutionnaire n'a saisi la dynamique et la direction de la lutte nationaliste. Après l'établissement de l'Assemblée, les Officials (13) prédirent un retour à la normale. Les groupes d'extrême-gauche, à l'exception du RMG (Revolutionary Marxist Group, section irlandaise de la IVème Internationale) et de PD (People's Democracy, formation centriste qui soutient la lutte militaire des Provos) se sont contentés de condamner l'Assemblée et le partage du pouvoir comme n'étant qu'un geste vide de sens, mais ils ont ignoré leur implication pour le futur de la lutte. Les Provos prédirent que l'Assemblée s'effondrerait mais en conséquence de leur propre campagne.

Après la chute de l'Assemblée et l'échec de Sunningdale toutes ces organisations et ces groupes se lancent une fois de plus dans des prédictions faciles se basant sur des dogmes présumés. Certains voient le développement d'un mouvement autonome dans la classe ouvrière protestante, mouvement qui se tournera inévitablement vers le socialisme. D'autres voient un retrait de la Grande-Bretagne et un accord entre les Républicains et les Loyalistes. Et bien évidemment, pour l'extrême-gauche, aveuglée par son dogmatisme, rien n'a changé -- "la lutte continue." Toutes ces affirmations passent bien à côté de la réalité.

Y aura-t-il un mouvement autonome de la classe ouvrière protestante et se tournera-t-il vers le socialisme ? Ceux qui font cette prédiction espèrent que les divisions actuelles au sein du camp Loyaliste produiront un tel résultat. Mais ils ont mal compris la nature de ces divisions. Il est vrai que les frictions se développent entre les éléments plébéiens de l'Ulster Workers Council et les représentants de la classe moyenne dans le United Ulster Unionist Council. Mais ces frictions ne sont pas le produit d'un déplacement de l'UWC vers le socialisme ou même le populisme. Le fait est en réalité que la grève de l'UWC a amené les dirigeants bourgeois du Loyalisme au sommet du pouvoir après 5 ans de fragmentation et de frustration. Maintenant qu'ils sont au sommet, les Wests, Craigs, et les Paisleys saisissent l'occasion pour se débarrasser de tous les intermédiaires plébéiens (de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoise) afin d'affirmer leur contrôle sur le mouvement.

Ceux --entre autres certaines sections de la direction des Provos -- qui s'imaginent que la Grande-Bretagne va se retirer du Nord en laissant les Républicains et les Loyalistes réaliser un compromis fédéraliste font preuve d'une même absence de compréhension. Peuvent-ils croire qu'après une aussi longue campagne pour maintenir sa présence, la Grande-Bretagne va simplement abandonner les énormes atouts qu'elle a accumulés dans le Nord ? Est-ce que l'impérialisme britannique a accru son contrôle du capital commer-

cial et industriel du Nord au cours de la dernière décade pour simplement le remettre à un quelconque Etat fédéral qui serait dominé par les Provos ou un autre groupe Républicain ? Absolument pas ! La bourgeoisie loyaliste (ou même ses partisans dans la classe ouvrière) qui a exclu la population catholique même des postes de travail, va-t-elle soudainement être d'accord de partager son butin ? Quel espoir

Finalement, est-ce que la "lutte" va simplement "continuer" sans changement significatif ? Seule la gauche économiste aveugle peut le croire. Tandis que ces caricatures fossilisées de la social-démocratie se posent des questions qui ont reçu une réponse claire de la part des événements (des questions aussi profondes que "est-ce que les travailleurs protestants vont s'unir avec leurs frères catholiques pour lutter contre l'impérialisme") de nouvelles questions décisives apparaissent.

La principale question dans la période à venir est de savoir si oui ou non la classe ouvrière catholique sera capable de lancer la lutte contre l'alliance naissante entre l'impérialisme britannique et le Loyalisme et le retour aux jours du vieux Stormont. Si la réponse à cette question est négative, alors le récent White Paper est l'épilogue d'une série de manœuvres impérialistes; si la réponse est optimiste il ne représente que l'ouverture d'un nouveau chapitre de la lutte.

Bien que la minorité catholique semble démoralisée et docile, il y a un processus de recomposition à l'oeuvre dans la communauté. Tandis que le SDLP maintient son hégémonie politique sur les catholiques, les forces révolutionnaires anti-impérialistes progressent lentement. L'existence de ce processus et le fait qu'il exerce une pression réelle est confirmé par les divisions qui sont apparues périodiquement au sein des rangs du SDLP depuis la victoire des Loyalistes. De plus la tendance Devlin (14) a pris apparemment le dessus dans le parti au cours de ces controverses. Le SDLP dans son ensemble subit la pression de la radicalisation dans les ghettos, et ceci entraîne une nouvelle atmosphère plus favorable à un soulèvement révolutionnaire parmi les catholiques. Si la communauté catholique était désespérée, le SDLP aurait certainement assoupli sa position sur la "dimension irlandaise" et le partage du pouvoir. Au contraire il a été obligé, sous peine d'affaiblir encore plus sa base électorale, de présenter une image intransigeante et militante.

Il est possible de prévoir que, au fur et à mesure que les plans britanniques apparaîtront plus clairement, une opposition croissante se fera jour parmi la population britannique. Etant donné la nature critique de la situation économique et politique britannique et la nouvelle confiance en eux-mêmes des loyalistes, aucune tentative sérieuse d'intégrer cette résistance ne sera faite. La seule issue possible sera une confrontation prenant des dimensions de guerre civile.

S'il est évident que les masses catholiques n'abandonneront pas leurs aspirations historiques sans lutter, un point d'interrogation reste posé sur le rôle de la gauche révolutionnaire irlandaise. Dans son ensemble elle a montré son incapacité à comprendre la dynamique de la lutte ou de donner une direction réelle aux larges couches qui lui ont fait quelquefois confiance.

La confrontation à venir est la dernière chance qui se présentera pendant une longue période. Ce n'est qu'en unissant nos forces et en forgeant des liens réels avec les masses que nous pouvons espérer relever le défi.

Notes

1. L'accord de Sunningdale (impliquant le partage du pouvoir et la mise en place d'un Conseil de l'Irlande) fut établi par le gouvernement britannique, le Northern Ireland Executive (formé du SDLP, des Unionistes de Faulkner et de l'Alliance Party), et le gouvernement du Sud.
2. L'Assemblée est la structure de gouvernement des six comtés du Nord mise en place par l'accord de Sunningdale.
3. Castle Catholic (Catholique de Château) est un terme qualifiant les catholiques qui collaboraient avec l'impérialisme britannique, au temps où le Château de Dublin était le siège du pouvoir britannique en Irlande. "Token Teigh" est un terme historique de dénigrement utilisé contre la minorité catholique dans le Nord.
4. Stormont était le siège du Gouvernement dans le Nord jusqu'à l'introduction de la domination directe de la Grande Bretagne en mars 1972. Son nom est étroitement associé avec la suprématie politique protestante.
5. Parti Travailleiste Social-Démocrate issu originellement des luttes pour les Droits Civiques, il représente les intérêts de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie catholique.
6. Protestants qui veulent rétablir la situation d'avant 1968.
7. Unionist de droite.
8. Ancien ministre du Stormont, un des principaux dirigeants loyalistes qui créa le Vanguard Union Party et est en liaison étroite avec des organisations para-militaires.
13. Official Irish Republican Army, l'autre aile de l'IRA, de tendance réformiste.
14. Fait référence aux éléments populistes au sein du SDLP qui croient qu'une ligne plus militante est nécessaire pour maintenir la base électorale du Parti. Cette position est représentée par Paddy Devlin, dirigeant du mouvement pour les Droits Civiques et membre de l'IRA dans les années 50.
9. Organe de coordination de la récente grève loyaliste.
10. Régiment spécial de l'armée britannique, recruté exclusivement en Irlande du Nord et à composition presque 100 % protestante.
11. La force de police, presque entièrement protestante.
12. Provisional Irish Republican Army, une des deux ailes de l'IRA, qui mène la lutte armée.

JAPON

APRES LES ELELECTIONS

INTERVIEW AVEC Y. SAKAI, DIRIGEANT DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (SECTION JAPONAISE DE LA IV^{ème} INTERNATIONALE)

Le 7 juillet dernier, les électeurs japonais étaient appelés à renouveler la moitié des membres de la Chambre Haute (1). Deux mois auparavant, fin avril-début mai, la traditionnelle "offensive de printemps" (2) des syndicats débouchait sur une grève remarquable par son ampleur. Y. Sakai, membre du Bureau Politique de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section japonaise de la IV^{ème} Internationale) fait, à partir de ces deux événements le point de la situation dans son pays.



Dans une interview donnée en février à la revue "Quatrième Internationale" tu affirmais que la situation d'alors pouvait provoquer "cette allée... la plus grande grève générale de toute l'histoire du Japon. Qu'en a-t-il été effectivement ?

*

Durant la campagne de printemps, un nombre considérable de travailleurs se sont effectivement mobilisés, soit 5 à 6 millions, et une grève générale de fait a paralysé le Japon durant environ une semaine. Cela n'a pas d'équivalent dans l'histoire de notre mouvement ouvrier. Pourtant je prévoyais, lors de cette interview, que l'offensive de printemps verrait se dérouler une véritable confrontation, sérieuse, entre la classe ouvrière et le patronat. Or cette confrontation a été reportée, malgré l'ampleur

de la grève, à plus tard -- l'an prochain ou, au pire, dans deux ans. Il faut tenter d'expliquer pourquoi. A notre avis, il y a là deux raisons essentielles.

Tout d'abord la bourgeoisie japonaise avait la capacité de faire d'importantes concessions économiques du fait des profits réalisés grâce à l'inflation. Ces concessions étaient politiquement nécessaires. Le mécontentement populaire, alimenté par la hausse des prix était très grand et la bourgeoisie savait que les positions du parti gouvernemental devenaient franchement mauvaises alors que les élections à la Chambre Haute approchaient. Il lui fallait éviter une confrontation directe. C'est pourquoi elle accorda des hausses de salaires très importantes, de l'ordre de 25 à 30% !

Ensuite, les directions syndicales réformistes recherchaient un accord national avec le patronat sur les revendications ouvrières. La combativité ouvrière s'est fortement accrue et la position de la bureaucratie au sein des syndicats s'est gravement dégradée : elle est bien souvent sur la défensive. Elle était donc prête à saisir la première proposition de compromis pour désamorcer cette situation. Et il faut se rappeler que si la combativité s'accroît très notablement, il n'existe toujours pas de pôle alternatif de gauche capable d'offrir d'autres perspectives à l'échelle nationale.

Tu dis qu'il n'y a pas de pôle alternatif national. Mais peux-tu donner des exemples de votre intervention locale lors de ces grèves ?

*

Nous avons jeté toutes nos forces dans cette offensive de printemps 1974. Mais notre implantation reste très inégale selon les régions. A Tokyo, malgré quelques cas d'implantation syndicale réelle, vu la masse des travailleurs concentrés dans la capitale, notre intervention est restée propagandiste. Dans les villes du Nord-Est nous avons pu déployer une réelle activité, mais à l'échelle de certains syndicats et certaines entreprises seulement. A Osaka et Kyoto de même (dans les Postes et dans les Télégraphes et Téléphones). Mais à Sendai, notre implantation plus importante nous a permis d'organiser une véritable activité régionale centralisée. C'est cet exemple qui, je crois, permet de mieux illustrer notre orientation dans ce type de lutte.

Nous avons gagné notre influence au travers des "secteurs jeunes" des syndicats; secteurs qui regroupent les jeunes travailleurs, généralement les éléments les plus combattifs, et qui ont leur propre vie organisationnelle. Dans le milieu des années 60, une "tendance internationaliste" s'était formée au sein des jeunesses socialistes. Et aujourd'hui, le mouvement syndical à Sendai (préfecture de Miyagi) connaît une situation politique triangulaire, avec aux côtés des socialistes et du P.C., notre propre influence (tout particulièrement dans les P.T.T. et dans les Chemins de Fer). En 1970 les "Comités ouvriers internationalistes" (organisation des jeunes travailleurs d'orientation trotskyste) ont vu le jour. Et en 1973 s'est formée une tendance syndicale, le Roken (Société d'Etude du Mouvement Ouvrier). Le Roken s'est donné un double but : organiser les travailleurs régionalement (il faut comprendre qu'au Japon le poids du syndicalisme d'entreprise est très puissant); et offrir aux luttes revendicatives un débouché politique autre que celui de collaboration de classes des directions réformistes.

Durant la dernière grève nous avons participé à la création de comités de grève, contrôlés par des assemblées générales quotidiennes de travailleurs. En liaison avec eux nous avons mis sur pied un comité régional regroupant des "groupes d'action", groupes mobiles formés de jeunes travailleurs (au nombre de 150, 180 environ). Ces "groupes d'action" ont eu une double activité : durcir la grève d'abord, en initiant des piquets de grève, rompant les consignes pacifistes des directions syndicales (qui nous attaquent maintenant). Quelques occupations d'entreprises ont pu être organisées et des bagarres ont eu lieu, soit avec des agents des patrons, soit avec la police. Soutenir les points faibles ou menacés ensuite, comme dans les postes où la police et la bureaucratie ont conjointement essayé d'isoler la grève. A l'inverse nous avons essayé de faire de cette grève l'affaire des travailleurs !

Le Roken, pour sa part, a tiré 12 tracts en une semaine (soit 100.000 exemplaires) pour fournir des informations sur la lutte en cours et en tirer les enseignements politiques. Le PC et le PS, pour leur part, n'ont publié aucun tract.

Tu as dit, au début de l'interview que la confrontation attendue n'avait été que reportée d'un ou deux ans. Pourquoi ?

*

La crise du capitalisme japonais n'est pas essentiellement conjoncturelle. En fait l'expansion économique très rapide qu'il a connue de la fin des années 50 à la fin des années 60 a épuisé les réserves sur lesquelles elle se fondait. Le capitalisme japonais manque de main d'oeuvre; il se heurte à des problèmes considérables dus à la pollution, la structure des villes, qui ont connu un développement à la fois très rapide et anarchique; il n'est pas capable de répondre aux nouveaux besoins. Et la bourgeoisie japonaise, menacée par l'accentuation de la concurrence impérialiste doit entreprendre une profonde rationalisation de son économie alors qu'elle doit simultanément faire face à une profonde remontée des luttes populaires. Le gouvernement Tanaka a déjà été amené à renoncer, du fait de ces luttes, à un premier plan de rationalisation. Du fait aussi de la pression de l'impérialisme américain !

Et la hausse des salaires dont j'ai parlé ne doit pas faire illusion ! L'inflation, depuis l'automne dernier a atteint les chiffres de 30, 35 % ! C'est-à-dire que le pouvoir d'achat des travailleurs, en réalité, stagne ou régresse. Les conditions des employés des petites ou moyennes entreprises, notamment, où le degré de syndicalisation est très faible, sont particulièrement difficiles. Le gouvernement parle de plus en plus de la nécessité d'établir une "politique des revenus", c'est-à-dire un contrôle des salaires. On voit que le problème de la défense et de l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs continuera à dominer les luttes sociales.

Il est symptomatique de voir que le Sohyo (le syndicat de gauche, dominé par les socialistes, avec participation du Parti communiste japonais) a demandé l'indexation sur les prix des retraites et des pensions accordées aux vieillards, aux handicapés, aux mères de famille... Et le gouvernement a été amené à faire des concessions à ce sujet. Nous avançons la revendication d'échelle mobile des salaires, mais elle reste encore très minoritaire dans le mouvement syndical.

C'est pour cet ensemble de raisons que nous pensons que les deux prochaines années verront éclater une importante confrontation de classe au Japon.

Les dernières élections à la Chambre Haute ont-elles confirmé cette crise de direction bourgeoise ?

*

Oui, en fait, on peut dégager trois enseignements généraux des derniers résultats électoraux.

1. - Le parti gouvernemental, le parti Libéral Démocrate, a enregistré une défaite. Il a perdu 9 sièges et n'a plus que 125 sièges sur une chambre de 250. Compte tenu du fait que 5 "indépendants", à peu près, vote pour lui, il bénéficie d'une majorité, mais très marginale. Dans certaines commissions, l'opposition a en fait la majorité ou la moitié des sièges. C'est une situation d'autant plus difficile pour le PLD et

le gouvernement Tanaka, que le PLD est le seul parti bourgeois consistant au Japon, au pouvoir sans contestation depuis plus de 20 ans ! Du coup, les luttes de fraction se font plus âpres au sein du PLD. Fukuda, ancien ministre des finances et un des dirigeants de la fraction la plus droitière du PLD, favorable au maintien de liens privilégiés avec Taïwan et promoteur d'une expansion économique limitée, s'oppose à Tanaka, le premier ministre. Cette lutte affaiblie, évidemment, l'actuel gouvernement. Bien sûr le PLD garde une forte majorité à la Chambre Basse.

2. - La gauche traditionnelle stagne. Ceci est particulièrement clair en ce qui concerne le Parti socialiste qui ne gagne que 3 sièges. C'est aussi vrai pour le Parti communiste, malgré son gain important en sièges par rapport à 1968 (9 sièges). Si l'on compare avec les élections de 1971, le gain n'est plus que de 6 sièges. Surtout en pourcentage de voix le gain est infime.

Le PS et le PC ont déçu. Le PC surtout, a défendu une ligne très modérée, conservatrice.

3. - Il apparaît donc une frange massive de militants combattifs. Le recul du PLD combiné à la stagnation du PC et du PS montre l'écart qui existe entre la combativité des masses et la politique des partis réformistes. Mais, encore une fois, cette frange n'avait ni l'organisation, ni les candidats capables de la représenter en totalité lors des dernières élections.



Vous êtes intervenus lors de ces élections, notamment en soutenant la candidature de Isahu Tomura, un dirigeant de l'Association des Paysans de Sanrizuka (4). Quel bilan faites-vous de cette campagne ?

*

Il s'agissait tout d'abord d'aider la poursuite de la lutte de l'association des paysans de Sanrizuka. Il est probable que le gouvernement va tout faire à l'automne pour détruire la tour qui interdit l'usage des pistes de l'aéroport. La campagne de I. Tomura avait comme objectif premier de développer au maximum la solidarité en prévision de cette échéance.

Il s'agissait ensuite, pour nous, grâce à l'exemple de lutte que Tomura représente, et grâce à notre intervention propre, de dégager ce courant d'opposition de gauche au niveau national.

Electoralement nous avons subi une défaite. I. Tomura a recueilli 230.356 voix, soit 0,41 % des voix à l'échelle nationale. Il lui en aurait fallu le double au moins pour être élu. Il faut savoir que, lors des élections à la Chambre Haute, une partie des candidats se présente sur la base de circonscription et une autre partie comme candidats nationaux. I. Tomura était de ceux-ci.

Nous avons constitué un front uni pour diriger la campagne. Mais nous étions la seule organisation politique nationale à y participer. Il y avait aussi des formations maoïstes, mais dont l'implantation reste locale. Des militants des mouvements pacifistes de gauche, le Beheiren, une coordination nationale de militants syndicaux de gauche y participaient également. Et évidemment l'association des paysans de Sanrizuka, ainsi que des militants chrétiens de gauche (Tomura lui-même est chrétien).

Le reste de l'extrême-gauche était hors du coup. Plusieurs groupes ont connu une profonde dégénérescence sectaire et s'épuisent en "guerres intestines" (il y a même un mot pour les désigner en japonais : UCHIGIBA). La violence des affrontements

est telle que de nombreux militants ont été tués ! C'est le cas des Chukaku, une organisation aux caractéristiques similaires à une organisation stalinienne "3ème période", mais pour qui l'URSS est un 2-tat stalinien, et qui rejette Staline, et des Kafho, ou "Libération", formation spontanéiste se définissant à tort comme luxembourgistes et qui revient vers le PS. Les Kakumaru, courant économiste analysant l'URSS comme un capitalisme d'Etat, outre les guerres internes, s'est engagé dans un profond cours droitier, social-démocrate, et a appelé à voter pour un candidat du PS, bureaucrate dans le syndicat des cheminots. (On pourrait tracer des analogies avec les lambertistes en France.)

Nous n'avons pu, en conséquence rassembler tous les courants radicaux d'extrême-gauche, et cristalliser à travers notre campagne tous les gains de la lutte des jeunes des années 1967-70. Au contraire, la campagne d'I. Tomura a souffert de la désaffection de beaucoup à l'égard de l'extrême-gauche du fait de ces "guerres intestines."

Le bilan de la campagne ne s'arrête évidemment pas à cela.

D'autre part, nous avons pu établir à cette occasion beaucoup de contacts avec des courants et éléments de gauche avec lesquels nous n'avions jamais travaillé auparavant. Enfin cela a ouvert une importante bataille politique au sein du Sohyo quant au contrôle bureaucratique du PS sur le syndicat et pour le droit de chaque syndiqué de choisir le candidat ouvrier qu'il désire.

La campagne étant unitaire, ses composantes étaient politiquement hétérogènes (moïstes et trotskystes; militants syndicaux de gauche, pacifistes et chrétiens radicalisés.) Quant à I. Tomura, il a une position très ferme à l'égard du PS et du PC (qui ont refusé leur soutien actif à la lutte de Sanrizuka), il représente un exemple éclairant de lutte radicale et illustre la volonté des militants combattifs de définir une position politique indépendante des directions réformistes. Le programme unitaire était élémentaire. Ses mots d'ordre étaient les suivants :

- Tout le pouvoir aux masses travailleuses !
- Pour l'occupation et l'expropriation des entreprises par les travailleurs !
- Pour la récupération des terres et de l'eau accaparées par les trusts et le gouvernement, par les paysans !
- Pour la récupération de la mer par les pêcheurs contre la pollution !
- Pour le contrôle des réseaux de distribution par les consommateurs !
- Contre toutes les discriminations qui frappent les femmes, les Buraku (les "hors castes" japonais), les sud-coréens, les handicapés...
- Pour le renversement du gouvernement menteur et voleur du PLD !
- Contre l'invasion de l'Asie par l'impérialisme japonais !
- Nous détruirons l'impérialisme japonais en commun avec les peuples d'Asie !
- Votez pour Tomura, pour "Yonaoshi" (changer la société). En fait ce dernier mot d'ordre est difficilement traduisible car il utilise un mot traditionnel japonais qui signifiait "changer la vie" y compris à l'époque féodale, ou "Révolution".

Nous avons évidemment diffusé notre propre programme dans le cadre de cette campagne unitaire.

A ces mots d'ordre généraux nous avons ajouté des mots d'ordre spécifiques concernant les luttes ouvrières, l'oppression des femmes, les actions antimilitaristes, la solidarité internationale envers les

peuples d'Asie, contre la coexistence pacifique engagée par la Chine et la Corée du Nord, etc... En ce qui concerne les candidats locaux nous avons appelé à voter pour les candidats des partis ouvriers, PC et PS.

Comme nous étions la seule organisation politique nationale investie dans cette campagne, nous avons fourni le gros de l'effort, militant et financier. Mais du fait de l'état de l'extrême-gauche et de notre relative faiblesse organisationnelle nous n'avons pas pu réaliser un meilleur score électoral.

Il y a une réelle continuité en ce qui concerne les leçons que nous pouvons tirer des deux événements, avec, tout d'abord, une étape nouvelle de la crise du PDL. Nous assistons à l'ouverture d'une véritable crise de direction politique de la bourgeoisie au Japon. Avec, ensuite, l'affirmation d'un réel potentiel militant de la classe ouvrière et la stagnation de l'influence et l'affaiblissement du contrôle sur les luttes du PC et du PS. Avec enfin, le problème décisif de l'absence d'un pôle politique national de lutte de classes, capable de s'opposer, y compris sur la question gouvernementale, les directions réformistes. C'est à la direction de ce pôle que notre section japonaise, la Ligue Communiste Révolutionnaire, s'attache aujourd'hui !

Propos recueillis par
Pierre Rousset

(suite de la page 2)

des années 20 il commença à réaliser quelle menace elles représentaient. Mais voyant le développement du Parti à travers le prisme de la situation américaine, il ne voyait pas d'issue à cette croissante guerre de fraction sans signification. En 1928, Cannon alla à Moscou en tant que délégué au 6ème Congrès de l'Internationale Communiste. Chaque délégué participait à une commission traitant un point particulier. Les opposants de Cannon qui voulaient tous être dans la commission américaine, le désignèrent pour la commission du programme, l'organe chargé d'élaborer le programme de l'Internationale. Ils pensaient que cela était sans risque. Léon Trotsky avait été exclu l'année précédente du Parti Communiste russe. Mais il faisait appel contre cette expulsion et avait envoyé un document au Congrès, la "Critique du Projet de Programme de l'Internationale Communiste". Du fait d'un mal fonctionnement de l'appareil bureaucratique le document avait été traduit et distribué aux membres de la commission. A la lecture du document de Trotsky, Cannon fut convaincu que l'Opposition de Gauche avait raison sur les points en litige dans l'Internationale, et il décida de sortir du piège sans issue des batailles fractionnelles et de lancer une bataille de principe au sein du PC américain pour le programme de l'Opposition de Gauche. Il ramena une copie du document de Trotsky aux Etats-Unis.

A cette époque le PC américain avançait à grands pas sur la voie de la bureaucratisation. Comme la plupart des partis de la IIIème Internationale, il passa des motions condamnant Trotsky et l'Opposition de Gauche comme étant contre-révolutionnaires. Se déclarer ouvertement en faveur du programme de Trotsky aurait signifié l'expulsion immédiate du Parti. Cannon commença par présenter le programme de Trotsky à certains membres du Parti. Il gagna ainsi les premières recrues à ce qui allait devenir la section américaine de l'Opposition de Gauche Internationale quelques mois plus tard. Les autres dirigeants du Parti découvrirent les activités de Cannon; en octobre 1928, il fut sommairement exclu en compagnie de Max Schachtman et Martin Abern.

- (1) La Chambre Haute est l'une des deux chambres qui forment le parlement japonais. Elle est renouvelée tous les trois ans. Elle correspond approximativement au Sénat américain.
- (2) L'ensemble des contrats salariaux, au Japon, sont renouvelés au printemps. C'est pourquoi, chaque année à cette période, des luttes d'ensemble sont organisées.
- (4) L'Association des Paysans du Sanrizuka même depuis 8 ans une lutte exemplaire contre la construction du nouvel aéroport international de Tokyo. Au début, les paysans se sont mobilisés sur la question de la défense de leurs terres. A cela s'est ajouté le problème de la pollution provoquée par cet aéroport et l'intégration de cet aéroport dans le système militaire américain en Asie. Cette résistance a donné naissance aux manifestations les plus violentes de ces dernières décennies au Japon. Aujourd'hui l'aéroport est largement construit, mais les paysans ont construit une tour de 68 mètres de haut en bout de piste, qui interdit à tout avion l'usage de l'aéroport ! L'ouverture de l'aéroport a déjà été retardée de 5 ans !

Le petit groupe de trotskystes qui s'étaient regroupés au sein du PC s'était préparé à une telle éventualité. Une semaine après l'expulsion le premier numéro du journal Trotskyiste The Militant fut publié, et apparut deux fois par mois.

Les conditions dans lesquelles le premier noyau de militants trotskystes américains devait agir étaient extrêmement dures. Pas d'argent, pas de militants à plein temps, pas de locaux, même pas de ronéo. Ils étaient bien moins que 100. Ils avaient en face d'eux un Parti Communiste qui comptait à l'époque environ 10.000 militants et disposait d'un appareil formidable, y compris de plusieurs journaux quotidiens. Les trotskystes étaient coupés de leur milieu. Les militants du Parti Communiste qui discutaient seulement avec eux étaient expulsés du Parti.

Mais néanmoins le groupe se maintint. En mai 1929 il organisa à Chicago une conférence de 50 délégués représentant environ 100 membres. La conférence fonda la Communist League of America (Ligue Communiste d'Amérique), Opposition de Gauche du Parti Communiste. Durant les 4 années suivantes la LCA se concentra sur la publication de matériel propagandiste vers les militants du PC. Les staliniens répondirent par une gigantesque campagne de calomnies et souvent par de violentes attaques physiques contre les militants vendeurs de la presse trotskyste. Au cours des premiers mois, pratiquement aucun meeting du groupe trotskyste ne fut pas attaqué par des gangs organisés par le PC.

Il faut rendre hommage aux capacités politiques organisationnelles et politiques de ce petit groupe -- et de Cannon en particulier -- d'avoir réussi à se maintenir et à commencer à opérer un tournant vers le travail de masse quand la situation se modifia. En 1933, alors que les nazis renforçaient leur pouvoir en Allemagne, les camarades de la LCA lançaient une vaste campagne pour populariser au sein de l'avant-garde le programme de l'Opposition de Gauche Internationale. Quand la trahison historique du Komintern ne produisit pas de soulèvements de protestation significatifs dans les rangs de l'Internationale, l'Opposition de Gauche Internationale lança son appel pour la création d'une nouvelle Internationale et de nouveaux Partis communistes. La LCA participa à cette cam-

pagne et s'orienta vers un travail de masse au sein du mouvement ouvrier afin de construire le parti. En 1934, à Minneapolis (Minnesota), les trotskystes dirigèrent trois grèves massives des conducteurs (*teamsters*). Cannon fut envoyé à Minneapolis et joua un rôle important dans la direction politique de la grève, publiant *The Organizer*, premier quotidien de grève jamais publié dans l'histoire du mouvement ouvrier américain. La loi martiale fut déclarée. Les grévistes durent affronter la police et la garde nationale dans les rues de Minneapolis. La grève se termina par une victoire, et les trotskystes américains étaient devenus un courant réel au sein du mouvement ouvrier.

A la fin de 1934, la LCA fusionna avec une organisation centrisme se déplaçant vers la gauche, l'*American Workers Party* (Parti Ouvrier Américain). Ce parti avait joué un rôle dirigeant dans une grève importante à Toledo. Les grèves de Toledo, de Minneapolis et des dockers de San Francisco furent les points chauds de la première vague nationale de grève des années de dépression. En juin 1936, la nouvelle organisation, appelée *Workers Party* (Parti des Travailleurs) entra dans le Parti Socialiste, afin de gagner la nouvelle aile gauche du PS dont les membres étaient des militants ouvriers et jeunes qui étaient entrés au PS en réaction contre la bureaucratisation et le conservatisme du Parti Communiste.

Quand les trotskystes américains étaient dans le PS, Cannon dirigeait la fraction trotskyste, publiant *Labor Action*, un journal hebdomadaire d'agitation publié sur la côte ouest. En 1936, les trotskystes organisèrent la Commission d'Enquête sur les procès de Moscou. La commission, présidée par John Dewey organisa des séances à Mexico, où Trotsky vivait en exil, en 1937.

Au début de 1937 les bureaucrates du Parti Socialiste décidèrent que la fraction trotskyste devenait trop dangereuse. Grâce à son activité au sein du mouvement syndical et son offensive politique dans le PS sur des questions comme la guerre d'Espagne et la défense de Trotsky, elle gagnait les meilleurs éléments de la jeunesse du PS. En juin 1937 elle fut sommairement exclue. Les militants exclus organisèrent un Comité National des Sections Exclues et, au nouvel-an 1938 ils tinrent un Congrès National. Au cours de leur année d'activité au sein du PS, les trotskystes avaient doublé leur nombre. De plus ils recrutèrent virtuellement tous les éléments prolétariens du PS, laissant derrière eux un PS paralysé qui ne regagna jamais son influence sur la classe ouvrière. Au nouvel-an 1938 ils fondèrent le *Socialist Workers Party* (Parti Socialiste des Travailleurs, SWP), qui allait devenir la section américaine de la IVème Internationale.

Au cours des deux premières années de son existence, le SWP dû mener une bataille décisive pour l'intégrité du programme marxiste-révolutionnaire. Une minorité du Parti, sous la pression du sentiment anti-soviétique déclenché aux Etats-Unis par le pacte Hitler-Staline et l'invasion par la Russie de la Pologne et de la Finlande, développa la position que l'Union Soviétique ne pouvait plus être considérée comme un Etat ouvrier, et que les révolutionnaires ne devraient pas la défendre en cas de guerre. La lutte interne dans le SWP éclata publiquement le premier jour de la seconde guerre mondiale. Au cours de cette lutte politique la minorité ne remis pas seulement en cause la position de la IVème Internationale sur la nature de classe de l'Etat soviétique, mais également la validité du matérialisme dialectique et des principes bolchéviks d'organisation. Cannon était le principal dirigeant de la majorité prolétarienne. Il collabora étroitement avec Trotsky du-

rant cette lutte politique et publia une brochure, *The Struggle for a Proletarian Party* (La Lutte pour un Parti Proletarien) qui était une défense des principes d'organisation bolchéviks.

En 1941, 18 dirigeants du SWP, dont Cannon lui-même, furent inculpés sous le *Smith Act*, législation de chasse aux sorcières qui devait être largement utilisé durant la période de McCarthy. Le procès des dirigeants du SWP fut le premier sous cette nouvelle loi, qui faisait de l'appel au renversement du gouvernement un acte criminel. Cannon était le principal accusé de ce procès. La transcription de sa déclaration, une explication des principes fondamentaux du marxisme-révolutionnaire, fut publiée par la suite sous le titre *Socialism on Trial* (Le Socialisme en procès), et ce livre servit pendant des années d'instrument pour introduire les bases du marxisme auprès des travailleurs. Les dirigeants du SWP furent condamnés et le 8 décembre 1941, jour d'entrée des Etats-Unis dans la seconde guerre mondiale, ils furent condamnés à 12 et 18 mois de prison.

Au cours des trois années suivantes le SWP mena une campagne contre le verdict, campagne qui fut intégrée à une dénonciation de la guerre et des lois anti-grèves ainsi que de toutes les mesures qui visaient à obliger la classe ouvrière à se ranger derrière le programme de guerre capitaliste. En janvier 1945, Cannon et les autres 17 militants furent emprisonnés, et ils restèrent enfermés plus d'une année.

L'activité politique de Cannon ne s'arrêta pas pendant son séjour en prison. Il maintenait une correspondance permanente avec la direction du Parti, donnant son avis sur le contenu et le style des publications du Parti, le programme d'éducation des militants, l'importance de rétablir des liens avec les trotskystes en Europe, liens qui avaient été coupés par la guerre,

l'évolution probable de la situation politique américaine après la guerre et la façon d'opérer un nouveau tournant vers le travail de masse au sein du mouvement ouvrier. Ces lettres ont été publiées sous le titre *Letters from Prison* (Lettres de Prison) par Pathfinder Press, New York.

La période de l'immédiat après-guerre vit la plus importante vague de grèves de toute l'histoire des Etats-Unis. Le SWP s'intégra à cette vague de grève, et regroupa bientôt plusieurs milliers de militants, certains jouant des rôles clés dans les luttes de classe. Mais cette vague de grève ne dura que quelques années, puisque le capitalisme -- aidé par la trahison des partis stalinien -- réussissait à remonter la pente. Aux Etats-Unis la chasse aux sorcières qui accompagna la stabilisation capitaliste fut particulièrement sévère. Des gauchistes de toute sorte furent exclus du mouvement syndical, parfois violemment. Toutes les organisations ouvrières se retrouvèrent dans le plus profond isolement, isolement qui devait durer jusqu'à la fin des années 50 et même le début des années 60. Malgré son âge -- il avait 60 ans en 1950 -- et malgré les conditions difficiles, Cannon continua à participer activement à la direction du Parti pendant toute ces années. Et quand le développement du mouvement des droits civiques et la victoire de la révolution cubaine commencèrent à amener un changement dans la situation, Cannon joua encore un rôle important pour mener le SWP vers les nouvelles couches de la jeunesse radicalisée.

Le nombre de militants qui, aujourd'hui, dans le monde entier, rejoignent la IVème Internationale est plus grand qu'il ne l'a jamais été depuis que la bureaucratie stalinienne usurpa et détruisit la IIIème Internationale. Cela a dû être une source de grande satisfaction pour James P. Cannon. Une qu'il méritait plus que tout autre.



VU LES AUGMENTATIONS DES PRIX D'IMPRESSION ET D'ENVOI QUI NOUS SONT IMPOSEES PAR LA CRISE CAPITALISTE INTERNATIONALE INPRECOR SE VOIT OBLIGE D'AUGMENTER LE PRIX DE SES ABONNEMENTS. A PARTIR DU No. 7 (5 SEPT. 1974) CES PRIX SERONT LES SUIVANTS:
UNE ANNEE (25 NUMEROS): FF50; FB400; FS35.